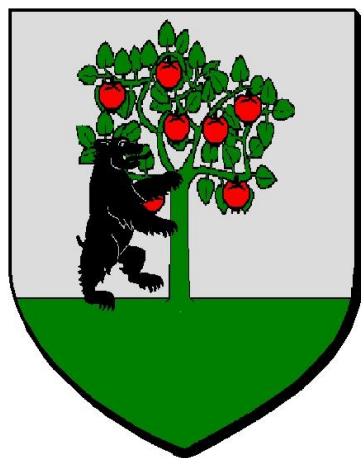


Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

Archives communales de Riez



Blasonnement de la commune de Riez

« D'argent au pommier terrassé de sinople, fruité de gueules, adextré d'un ours contourné de sable rampant contre le tronc de l'arbre »

E DEP 166

1293-1986

Répertoire numérique établi par Valentin Gaudemard sous la direction de
Jean-Christophe Labadie, directeur des Archives départementales.

2022

Répertoire du fonds de la commune de Riez

Table des matières

Introduction	3
Description archivistique.....	5
Référence.....	5
Intitulé/analyse	5
Dates extrêmes	5
Niveau de description.....	5
Importance matérielle et support.....	5
Identification du producteur	5
Historique de la conservation	5
Modalités d'entrée.....	5
Présentation du contenu et intérêt du fonds.....	5
Évaluation, tris et éliminations	6
Accroissements.....	6
Mode de classement	6
Conditions d'accès	6
Conditions de reproduction	7
Langue et écriture des documents	7
Sources complémentaires	7
Bibliographie.....	7
Manuels	7
Études	7
Répertoire	10
Archives antérieures à 1789.....	11
AA. Actes constitutifs et politiques de la commune, correspondance générale.....	11
BB. Administration communale.....	13
CC. Finances, impôts et comptabilité.....	15
DD. Biens communaux, eaux et forêts, travaux publics, voirie	22
EE. Affaires militaires.....	24
FF. Justice, police, procédures	25
GG. Cultes, instruction publique, assistance publique	31
HH. Agriculture, industrie, commerce	32
II. Documents divers	33
Archives postérieures à 1789	33
A. Lois et actes du pouvoir central.....	33
B. Actes de l'administration départementale.....	36
D. Administration générale de la commune	36
1 D. Conseil municipal.....	36
2 D. Actes de l'administration municipale.....	36
3 D. Administration de la commune.....	37
4 D. Contentieux.....	38
E. État civil.....	38
F. Population, économie sociale, statistique.....	40
1 F. Population	40
2 F. Commerce et industrie	40

3 F. Agriculture	40
4 F. Subsistances	41
6 F. Mesures d'exception	42
7 F. Travail	42
G. Contributions, administrations financières	42
1 G. Impôts directs	42
2 G. Impôts extraordinaires	43
3 G. Rapports de la commune avec les diverses administrations d'un point de vue financier	43
H. Affaires militaires.....	44
1 H. Recrutement.....	44
2 H. Administration militaire	44
3 H. Garde nationale et sapeurs-pompiers.....	45
4 H. Mesures d'exceptions et faits de guerre	46
I. Police, hygiène publique, justice.....	46
1 I. Police locale	46
2 I. Police générale	47
3 I. Justice.....	50
5 I. Hygiène publique et salubrité.....	50
K. Élections et personnel.....	52
1 K. Élections	52
2 K. Personnel municipal	52
3 K. Protocole et distinctions honorifiques	53
L. Finances de la commune	53
1 L. Comptabilité.....	53
2 L. Revenus et charges de la commune	54
M. Édifices communaux, monuments et établissements publics	54
1 M. Édifices publics.....	54
2 M. Édifices du culte et cimetières	55
3 M. Édifices à usage de services d'assistance et de prévoyance.....	55
4 M. Édifices des services d'enseignement, sciences et art	56
N. Biens communaux, terres, bois, eaux	56
1 N. Biens communaux	56
2 N. Bois.....	56
4 N. Propriétés et droits divers	57
5 N. Biens nationaux	57
O. Travaux publics, voirie, moyens de transport, eaux	57
1 O. Travaux publics et voirie en général.....	57
2 O. Moyens de transport et travaux divers.....	58
3 O. Navigation et régime des eaux.....	59
P. Cultes	59
1 P. Culte catholique	59
5 P. Période révolutionnaire	60
Q. Assistance et prévoyance.....	60
2 Q. Œuvres charitables.....	60
3 Q. Établissements hospitaliers, hospitalisation.....	60
5 Q. Application des lois d'assistance et de prévoyance.....	61
R. Instruction publique, sciences, lettres et arts	61
1 R. Instruction publique	61
2 R. Sciences, lettres et arts	62
3 R. Sport et tourisme.....	63

Introduction

Description archivistique

Référence

FRAD004_E DEP 166.

Intitulé/analyse

Archives communales de Riez.

Dates extrêmes

1293-1986.

Niveau de description

Dossier.

Importance matérielle et support

Ce fonds occupe environ 46,5 mètres linéaires d'archives identifiées, cotées et conditionnées. Les supports utilisés sont le papier et le parchemin.

Identification du producteur

Commune de Riez (fonds). France, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence.

Historique de la conservation

Depuis le XIX^e siècle, les archives de Riez ont toujours été conservées en mairie. Les inspections, menées assez régulièrement par les directeurs des Archives départementales depuis la fin du XIX^e siècle, décrivent un fonds d'archives dont les conditions de conservation, de rangement et de classement se sont progressivement améliorées au fil du temps, sous l'impulsion conjointe des autorités municipales et de la direction des Archives départementales, produisant un ensemble actuellement assez bien tenu et conservé dans des conditions correctes et satisfaisantes.

Modalités d'entrée

Le fonds de la commune de Riez, tel qu'il se trouve actuellement conservé aux Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, s'est constitué en plusieurs étapes. Tout d'abord, les archives anciennes de l'Ancien Régime furent déposées à Digne en 1927 puis les archives modernes (de la Révolution à la moitié du XX^e siècle) furent transférées au centre départemental de Digne en quatre étapes : en 1971, 2001, 2014 et 2018.

Présentation du contenu et intérêt du fonds

Le fonds de la commune de Riez, composé pour l'essentiel d'archives anciennes et modernes, présente une quantité importante de documents et de dossiers aux thématiques multiples et variées s'étalant chronologiquement entre la fin du XIII^e siècle et la seconde moitié du XX^e siècle. On peut les résumer en deux catégories : ceux liés à l'administration de la commune et ceux ayant trait à la population et la société communale.

Dans les documents relevant de l'administration de la commune, on trouve les cahiers de délibérations du conseil municipal entre la fin du xv^e siècle et 1889, des pièces relatives aux finances publiques, à la comptabilité communale, aux impôts, aux élections, à la gestion de la voirie et des travaux publics, ainsi qu'aux biens et bâtiments communaux. On trouve enfin les livres terriers et cadastres communaux successifs entre le début du xvi^e siècle et le début du xix^e siècle. Les plans du cadastre napoléonien de 1838 sont accessibles en ligne sur le site Internet des Archives départementales.

Dans les documents de ce fonds relevant de la population et de la société communales, on peut inclure une quantité importante de documents relatifs aux affaires militaires, à la police, la justice, la santé publique, l'hygiène publique, l'état civil, les recensements et dénombrements de population, l'agriculture communale, les affaires religieuses et, enfin, l'enseignement et l'assistance publique. La collection des registres paroissiaux et d'état civil (de l'Ancien Régime et de la période postérieure à la Révolution) est communicable de plusieurs manières différentes. Pour commencer, elle est accessible dans ce fonds en format papier à partir de 1614 jusqu'en 1916 ; les cahiers de tables décennales couvrent toute la période de 1792 à 1913. Ensuite, cette collection est également disponible en ligne depuis le site Internet des Archives départementales dans la série 3 E entre 1614 et 1920. Enfin, certains autres registres de la série 3 E, non numérisés à ce jour et incluant les tables décennales, couvrent la période chronologique suivante jusqu'en 1942. Les registres les plus récents sont conservés à la mairie de Riez.

Ce fonds contient enfin une grande quantité de documents remarquables d'un point de vue historique. En effet, on découvre, classés dans la série AA (actes constitutifs et politiques de la commune sous l'Ancien Régime), des arrêts du roi et des actes concernant à la fois le gouvernement du royaume et l'administration de la commune pour des époques parfois très reculées. Beaucoup sont rédigés sur parchemin. De plus, dans la série A (lois et actes du pouvoir central après 1789), on peut consulter de nombreuses liasses de documents d'archives, datant de la Révolution et du Premier Empire, qui concernent aussi bien le gouvernement de la commune que l'actualité politique et militaire entre 1791 et 1815.

Évaluation, tris et éliminations

Environ 46,5 mètres linéaires d'archives ont été classés. Aucune élimination n'a été effectuée.

Accroissements

Ce fonds est susceptible d'accroissements du fait de versements futurs.

Mode de classement

Le fonds des archives communales de Riez est classé et inventorié selon le cadre général de classement des archives communales de 1926.

Conditions d'accès

Le fonds est entièrement communicable selon les articles L. 213-1 et L. 213-2 du Code du Patrimoine, à l'exception des documents dont le niveau de détérioration trop avancé n'en permet plus, à ce jour, la consultation.

Conditions de reproduction

La reproduction et la réutilisation éventuelle des documents sont soumises aux conditions fixées par le règlement intérieur des Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence.

Langue et écriture des documents

Français.

Sources complémentaires

Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

Cadastre napoléonien pour la commune de Riez, sections A, B, C, D, E, F et G : la Mauroue, Saint-Maxime, Valvachères, Saint-Jean, Pontfrac, Saint-Maurin, la Ville (105 Fi 166/001 à 105 Fi 166/019, 1825).

Bibliographie

Manuels

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES FRANÇAIS, *Guide d'archivage à l'usage des maires et des secrétaires de mairie*, 2001.

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES FRANÇAIS, *Les archives, c'est simple. Guide d'archivage pour les communes et les groupements de communes*, 2015.

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE, *Loi, règlement et instruction concernant les archives communales*, Melun, imprimerie administrative, 1927.

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE, *Actes du premier congrès national des archivistes communaux. Grenoble, 18-19 mai 1983. L'archiviste dans la cité*, Paris, France Éditions, 1984.

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE, *Les archives des petites communes : guide de conservation*, Paris, ministère de la Culture, 1995.

Études

ACHARD (Claude-François), « Les communes de Haute-Provence », *Annales de Haute-Provence*, 1971. [Per 061]

ALPHAND (Patrice), *Les sociétés populaires dans les Basses-Alpes pendant la Révolution française*, Travaux Universitaires, 1983. [8 00 541]

ALPHAND (Patrice), « La Révolution dans les Basses-Alpes. Diffusion des idées. Les sociétés populaires », *Annales de Haute-Provence*, n° 307, p. 288-350, 1989. [Per 061]

AMIEL (Maxime), *La seconde République et l'insurrection de décembre 1851*, Riez, Les Amis du Vieux Riez, 1991. [BR 01 940]

AMIEL (Maxime), « 1629 : la "grande peste" à Riez », *Les Amis du Vieux Riez*, n° 105, p. 1-21, septembre 2007. [Per 085]

ANDREANI (Roland), LEULLIEZ (Marianne), *De la Révolution au coup d'État (1848-1851) : les répercussions des événements parisiens entre Alpes et Pyrénées. Actes du colloque des 18 et 19 septembre 1998*, Montpellier, université de Montpellier III, 1999. [Doc 01 376]

- ARCHIVES DEPARTEMENTALES DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (Service éducatif), *Les Basses-Alpes à la veille de l'insurrection de 1851*, Digne-les-Bains, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 1991. [8 01 285]
- ARCHIVES DEPARTEMENTALES DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (Service éducatif), *La Haute-Provence à travers les cahiers de doléances (1789)*, Digne-les-Bains, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 1996. [Per 1102]
- BARTEL (Simone), ATTICHY (Ludovicum Donium), *Historica et chronologica praesulum sanctae regiensis ecclesiae nomenclatura*,¹ Aquis Sextiis, Sephanum David, 1636. [M 00 088]
- BOULHOL (Pascal), *Maxime de Riez entre l'histoire et la légende. Dynamius le Patrice, Vie de saint Maxime, évêque de Riez. Fauste de Riez, Panégyrique de saint Maxime, évêque et abbé*, Valensole, Aurorae libri Les Amis du Vieux Riez, 2014. [Doc 04 032]
- DE GERIN-RICARD (Henri), *La source divinisée des Réiens*, Digne, imprimerie Chaspoul, 1930. [8 03 113]
- DEVOS (Denise), FAVIER (Jean), *La Troisième République et la mémoire du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. La loi de réparation nationale du 30 juillet 1881 en faveur des victimes du 2 décembre 1851 et des victimes de la loi de sûreté générale du 27 février 1858*, Paris, Archives Nationales, 1992. [8 00 546]
- FALQUE DE BEZAURE (Bernard), *Armorial et historique des communes des Alpes-de-Haute-Provence*, Les Milles, Éditions Provençalement vôtre, 2004. [Doc 02 545]
- FERAUD (abbé Jean-Joseph-Maxime), *Histoire de la ville de Riez*, Aix, Imprimerie Nicot, 1885. [12 01 022 ; 12 00 705 ; 12 00 756]
- FERAUD (abbé Jean-Joseph-Maxime), *Histoire, géographie et statistique du département des Basses-Alpes*, Nyons, Chantemerle, 1972. [12 01 329]
- GALLICE (Fabrice), « Où Riez faillit recevoir de bien précieuses reliques », *Les Amis du vieux Riez*, n° 108, p. 21-24, juin 2008. [Per 085]
- GALLICE (Fabienne), « Aux soldats français du XV^e corps 19, 20 août 1914. Les Bas-alpins dans la tourmente. René Jaune », *Les Amis du Vieux Riez*, n° 131, septembre 2014. [Per 085]
- GIRAUD (J.), « La grande inondation de Riez le 22 août 1684 », *Annales des Basses-Alpes*, tome XXXII, n° 188, p. 20-22, 1951. [Per 061]
- GIRES (Jean), VARCIN (Paul), « Contribution à l'histoire du coup d'État du 2 décembre 1851 dans le département des Basses-Alpes : Jean-François Ailhaud et quelques autres instituteurs », *Annales de Haute-Provence*, n° 301, p. 19-70, 1986. [Per 061]
- HEYMES (Michel), *L'église réformée de Riez (1550-1700)*, Marseille, Fédération historique de Provence, 1999. [BR 02 031 ; 8 04 851]
- HEYMES (Michel), « La protection du patrimoine religieux mobilier de Riez », *Le patrimoine religieux de la Haute Provence*, n° 28, p. 5-8, 2003. [Per 099]
- HEYMES (Michel), *Un manuscrit inédit : description de la ville de Riez en Provence par M. J. Solomé, prêtre (1720-1750)*, Digne-les-Bains, Société scientifique et littéraire, 2009. [BR 02 032]
- HEYMES (Michel), *Un crime de lèse-majesté divine à Riez, au XVII^e siècle*, Riez, Michel Heymes, 2010. [BR 02 511]
- HEYMES (Michel), *L'hôpital à Riez, de la fin du Moyen Âge à la Révolution*, Riez, 2012. [BR 02 566]

¹ Traduction : « Prélude historique et chronologique à la nomenclature de la sainte église royale ».

- ISNARD (Marie-Zéraphin), *État documentaire et féodal de la Haute-Provence : nomenclature des seigneuries de cette région et de leurs possesseurs depuis le XII^e siècle jusqu'à 1790*, Digne, Imprimerie-librairie Vial, 1913. [8 00 061]
- LACROIX (Jean-Bernard), « La révolution dans les Basses-Alpes. Administration et politique. Naissance du département », *Annales de Haute-Provence*, n° 307, p. 106-140, 1989. [Per 061]
- LEPAGE (Louis), « L'administration des cantons de Barrême et de Senez en juillet 1940 », *Annales de Haute-Provence*, n° 293, p. 70-77, 1982. [Per 061]
- MARTIN (Jean), *Concessions d'eau. Commune de Riez. Règlement adopté par le Conseil municipal de la commune dans ses séances du 31 octobre 1937 et du 27 février 1938 approuvé par le Préfet, le 2 avril 1938*, Digne, imprimerie Chaspoul, 1938. [8 03 831]
- MAUREL (M.-J, abbé), *Le livre de raison du couvent des Capucins de Riez*, Digne, imprimerie Chaspoul, 1907. [12 00 153]
- MICHEL D'ANNOVILLE (Nicole), LEEUW (Marc de), LUCAS (Gérard), *Les Hautes Terres de Provence, itinérances médiévales*, Gap, Louis Jean imprimeur, 2008. [Doc 03 305]
- MOUCHET (Raymond), « Coutumes et faits divers. Les inondations de Riez », *Annales de Haute-Provence*, tome XLVIII, n° 283-284, p. 118-122, janvier-juin 1979. [Per 061]
- MOULIN (Raymond), « Un épisode de la guerre aérienne : le 16 août 1944 », *Les Amis du Vieux Riez, bulletin d'information*, tome XLVIII, n° 59, p. 15-18, février 1996. [Per 085]
- NOUGIER (Paul), CLAPPIER (Pierre du), « Carnet de poche de Jean Joseph Veyan et André Veyan (1789-1879) », *Les Amis du Vieux Riez*, n° 94, p. 5-17, septembre 2004. [Per 085]
- PELLEGRIN (Elisabeth), *Le programme de l'école municipale de Riez en 1533*, Provence historique, 1956. [8 03 424]
- PELLEGRIN (Elisabeth), *La vie municipale de Riez au XVI^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France. [8 02 187]
- RAMBAUD (Jean), *La Provence insurgée. Frédéric Arnaud, 1851*, Marseille, Édition Autre temps, 1995. [12 01 964]
- SABATTINI (Brigitte), « Un Riézois parmi les chefs de la révolte louisianaise de 1768 », *Les Amis du Vieux Riez*, n° 119, p. 9-30, septembre 2011. [Per 085]
- SIMON (Édouard, abbé), *Étude sur Saint Fauste abbé de Lérins, évêque de Riez*, Toulon, Imprimerie Pharisier. [8 01 826]
- VALAVOIRE (Nicolas de, évêque), *Ordonnances du diocèse de Riez, publiées dans le synode général, le 23 du mois d'avril de l'année 1675*, Aix, Charles David, 1675. [12 00 025]

Répertoire

Archives antérieures à 1789

AA. Actes constitutifs et politiques de la commune, correspondance générale

- E DEP 166/AA 01** Cartulaire contenant les privilèges et franchises de la communauté de Riez (1293-1541) rédigé à la fin du XVI^e siècle ².
- 1293-1541
- E DEP 166/AA 02** Actes sur parchemin : copie certifiée des privilèges de l'exemption des péages de Gaubert, Estoublon et Mézel accordés à la communauté et à l'évêque de Riez par noble Guigou de Gaubert et les seigneurs de Mézel (vers 1600). Transcription des privilèges accordés en 1219 aux habitants de Riez par noble Guigou pour l'exemption des droits de guidage et de péage sur les terres de Gaubert, d'Estoublon et de Mézel, avec confirmation de son authenticité par Grimerius archevêque d'Aix, Boniface, évêque de Digne et Riper, évêque d'Apt (fragment du sceau en cire de l'évêque de Digne) ; affranchissement du péage de Mézel pour les habitants de Riez (1338). Privilèges du péage de Quinson accordé à l'évêque ou à la communauté de Riez par noble dame Agier, fille et héritière de noble seigneur de Riez ou de Quinson (1334). Lettres de la reine Jeanne, comtesse de Provence, accordant aux habitants de Riez et de Sainte-Croix le droit d'acheter le sel à toutes les gabelles de Provence et de la revendre (1348). Ordonnance du juge de Riez portant enregistrement dudit privilège (1349). Lettre du roy Louis I^{er} et de la reine Jeanne portant confirmation du privilège du péage de Gaubert en faveur des habitants de Riez (1352). Copie de transcription du privilège de Gaubert par Maître Jean Marchuan, « notaire impérial en l'évêché de Riez » (1359). Lettre du juge royal de Moustiers relative à l'exécution du commandement par « les Maîtres rationaux d'Aix aux péagers de péagiers de Valensole de n'exiger aucun droit des habitants de Riez » (1371). Lettres du roi René portant confirmation de la défense faite par les syndics de Riez à tous les habitants ou étrangers de faire dépaître dans les prés, vignes et deffens de ladite communauté (1473). Sentence de Pierre Reynaud, juge des premières appellations, annulant l'ordre donné par Guillaume de Laurier, commandeur de Puymoisson de faire payer les leydes aux marchandises des habitants de Riez et publication par le juge de Moustiers des lettres de Foulques

² Le cartulaire est un recueil de copies de chartes médiévales et/ou modernes : sous la forme d'un codex, ce registre contient donc à la suite des copies d'actes dont les originaux sont souvent aujourd'hui perdus. La valeur de ces recueils est donc essentielle : ils comptent parmi les premières sources des historiens.

d'Agoult sénéchal de Provence exemptant la communauté de Riez desdites leydes (1377-1378). Lettres de Marie reine de Jérusalem, comtesse de Provence, tutrice de Louis II, ordonnant à Me Pierre de Ville, chirurgien de Riez, de contribuer aux tailles et charges de la ville (1386). Lettres de Marie, comtesse de Provence, portant exemption et suspension pendant six ans des droits de cavalcade en faveur de la communauté de Riez (1386). Lettres de Marie, comtesse de Provence, portant exemption du péage de Digne et de Valensole par les habitants de Riez (1386). Lettres de Marie, comtesse de Provence, contenant confirmation des privilèges accordés à la communauté de Riez par « Charles I^{er} et Charles II, Robert, Louis I^{er}, la reine Jeanne, Raymond Béranger et autres comtes de Provence » (1386). Lettres de Marie, comtesse de Provence, contenant privilèges pour la communauté de Riez « d'une foire au premier jour de mai et pendant trois jours » (1386). Lettres de grâce et de pardon concédée par Marie, comtesse de Provence, à tous les rebelles, natifs de Riez ou habitants de ladite ville (1386). Lettre de Marie, comtesse de Provence accordant aux habitants de Riez le droit d'élever une rève « pendant quatre ans sur chaque setier de blé prêt au four et sur la fabrication du pain » (1391). Transcription par Raymond Daniel, notaire royal des lettres de Georges de Marle, grand sénéchal de Provence accordant aux habitants de Riez la franchise des impôts sur le sel, les blés et les farines (1394). Lettres de Louis II, roi de Jérusalem et de Sicile, comte de Provence, accordant aux habitants de Riez le droit de lever certains « rêves » sur le vin et la viande au bénéfice de la communauté (1399). Lettres de Louis II portant confirmation des privilèges et franchises accordés à la communauté de Riez par ses prédécesseurs (1399). Lettre de Yolande reine de Jérusalem et de Sicile, comtesse de Provence, portant approbation d'une délibération de la communauté de Riez qui défendait d'introduire dans la ville aucun raisin ou vin pur à peine de 100 livres d'amende (1452). Lettres de Louis II, roi de Jérusalem, accordant à la ville de riez le droit d'établir pendant quatre ans « une rève » sur le pain, le vin et la viande (12 février 1415). Lettres de Louis II portant défense d'exiger lesdites « rêves » des étrangers à la ville (14 février 1415). Lettres de Louis II, roi de Jérusalem, confirmant une sentence de noble François de Grange, juge de la cour royale de Moustiers qui condamnait un noble à contribuer aux tailles de la communauté de Riez (1416). Lettres de Yolande, reine de Jérusalem, comtesse de Provence, tutrice de Louis III portant défense aux officiers de la cour royale de Moustiers « de troubler » et d'empêcher les réparations des aqueducs et canaux des fontaines de Riez qui traversent les chemins royaux (1422). Lettres de Charles, frère et lieutenant de Louis III, comte de Provence, portant injonction au juge de la cour royale de se rendre à Riez pour assembler le conseil de la communauté et le présider (1425). Lettres du Roi René, roi de Jérusalem « portant ordre à tous les possédants biens à Riez de

contribuer aux tailles et charges de la communauté » (1439). Lettres de Raymond de Castres, sénéchal de Provence, portant confirmation des franchises et privilèges accordés à la communauté de Riez (1455). Lettres de René, comte de Provence portant confirmation des privilèges donnés à la communauté de Riez par ses prédécesseurs en accordant grâce pour divers criminels et plusieurs autres privilèges relatifs aux foires, aux droits de régales (1460). Lettres-patentes de François 1er, roi de France, portant confirmation des privilèges accordés à la communauté de Riez (1515). Lettres patentes de François I^{er}, portant création en faveur de la communauté de Riez de deux foires « les lundis, mardi et mercredi d'après la fête de Saint-Philippe et Saint-Jacques (1er mai) et l'autre les lundis, mardi et mercredi d'après la fête de Saint-Luc le 18 octobre et d'un marché au jour de samedi de chaque semaine » (1515). Bulle du pape Paul III ratifiant l'accord fait entre Antoine Lascaris, évêque de Riez et la communauté au sujet des droits de péages et leydes (1541). Lettres exécutoires de ladite bulle données par François I^{er} (1542). Lettres d'Henri III, roi de France, portant privilèges pour la communauté de Riez d'envoyer directement les délégués aux États Généraux sans passer par Moustiers pour rendre compte de leur charge au viguier (1587). Lettres d'Henri IV, roi de France accordant aux consuls de Riez le droit de porter un chaperon rouge et noir dans l'exercice de leurs fonctions (1595). Lettres d'Henri IV, roi de France, portant rescision en faveur de la communauté de Riez de plusieurs contrats frauduleux que messire Claude de Castellane, chevalier, seigneur de Tournon avait fait signer par intimidation aux syndics de Riez lorsqu'il était gouverneur de ladite ville pendant les troubles de la Ligue (1597). Ordonnance du Parlement portant enregistrement desdites lettres patentes et requêtes de la communauté de Riez (s.d.). Lettres de la cour des comptes d'Aix portant affranchissement du péage d'Estoublon pour la communauté de Riez (1626).

1334-1626

E DEP 166/AA 03

Lettres patentes (avec signature autographe) de Louis XIII, roi de France, portant création en faveur de la communauté de Riez de quatre foires (1618, présence d'un imposant sceau en cire).

1618

BB. Administration communale

E DEP 166/BB01-33

Délibérations de la communauté : registres communaux.

1498-1789

BB 01 1498, 1511-1520.

BB 02 1521-1530.

BB 03 1541-1549.

BB 04	1551-1572.
BB 05	1572-1580.
BB 06	1581-1591.
BB 07	1591-1601.
BB 08	1601-1611.
BB 09	1611-1623.
BB 10	1623-1630.
BB 11	1630-1637.
BB 12	1637-1650.
BB 13	1650-1658.
BB 14	1658-1668.
BB 15	1668-1673.
BB 16	1673-1680.
BB 17	1680-1687.
BB 18	1689-1695.
BB 19	1695-1699.
BB 20	1699-1706.
BB 21	1706-1711.
BB 22	1711-1714.
BB 23	1714-1720.
BB 24	1720-1730.
BB 25	1730-1736.
BB 26	1736-1743.
BB 27	1743-1747.
BB 28	1748-1758.
BB 29	1758-1763.
BB 30	1763-1771.
BB 31	1771-1777.
BB 32	1778-1786.
BB 33	1786-décembre 1789. États Généraux : délibérations (21 décembre 1788, 4 janvier, 11 janvier, 18 janvier, 1 ^{er} février, 8 mars, 25 mars 1789).

E DEP 166/BB34-37

Administration communale générale.

1310-1788

- BB 34** Nominations, élections (1310, 1408, 1418, 1445, 1453) ; correspondance (1568-1788) ³.
- BB 35** Extraits de délibérations municipales, extraits des registres du greffe, pièces de procédures, correspondance (1675-1788).
- BB 36** Abrégés des cahiers des délibérations de l'assemblée générale des communautés du pays de Provence (1711, 1724, 1727, 1729, 1731).
- BB 37** Abrégés des cahiers des délibérations de l'assemblée générale des communautés du pays de Provence (1739, 1742, 1743, 1744, 1747, 1750, 1755).
- BB 38** Abrégés des cahiers des délibérations de l'assemblée générale des communautés du pays de Provence (1776, 1779, 1782, 1785).

CC. Finances, impôts et comptabilité

E DEP 166/CC01-49	Cadastrés d'Ancien Régime : livres terriers.	1512-1784
CC 01	1512-1546.	
CC 02	1550.	
CC 03	1554.	
CC 04	1559.	
CC 05	1563.	
CC 06	1565.	
CC 07	Brouillard de cadastre (1571).	
CC 08	1571.	
CC 09	1576 (deux exemplaires).	
CC 10	1581.	
CC 11	1585.	
CC 12	Brouillard de cadastre (1585).	
CC 13	Brouillard de cadastre (1592).	
CC 14	1592.	
CC 15	Brouillard de cadastre (1594, deux exemplaires).	
CC 16	1594.	
CC 17	1604.	
CC 18	1610 ; brouillard de cadastre (1598).	
CC 19	1612.	

³ À noter : des parchemins.

CC 20	1620.
CC 21	Brouillard de cadastre (1633) ; 1656.
CC 22	1749.
CC 23	1673.
CC 24	S.D, vers 1678.
CC 25	Brouillard de cadastre (vers 1670-1671).
CC 26	1684 (deux tomes).
CC 27	1684.
CC 28	1686.
CC 29	S.D, avant 1687 ⁴ . NON COMMUNICABLE
CC 30	1712 (deux tomes).
CC 31	1712 (deux tomes).
CC 32	1714 (deux tomes).
CC 33	1714.
CC 34	1717 (deux tomes).
CC 35	1717.
CC 36	S.D, vers 1714 (deux tomes : lettres A à I et L à Z).
CC 37	S.D, vers 1714 (deux tomes : lettres A à I et L à Z).
CC 38	S.D, début du XVIII ^e siècle.
CC 39	1743 (deux tomes).
CC 40	1743.
CC 41	1756 (deux tomes : lettres A à F).
CC 42	1756 (deux tomes : lettres F à Z).
CC 43	1758 (deux tomes).
CC 44	1758 (deux tomes).
CC 45	Cadastre du bâti (1761-1764).
CC 46	Brouillard de cadastre (1765).
CC 47	1765 (deux tomes).
CC 48	1765 (deux tomes).
CC 49	S.D, avant 1784.

E DEP 166/CC 50

Registre-cartulaire municipal : registre de comptes (1419-1452, 1463, 1464, 1471) ; états des fournitures au camp d'Allemagne (1586) ; copies de transactions (1305-1309) ; copies d'actes

⁴ En mauvais état. Les 202 premiers folios sont manquants.

	(1598-1621); inventaire du mobilier et des archives (1548-1673).	1305-1673
E DEP 166/CC 51	Livre d'inscription d'opérations comptables (1549-1612).	1549-1612
E DEP 166/CC52-57	Livres des chargements des trésoreries de la communauté de Riez.	1594-1770
CC 52	1594-1660 (deux volumes).	
CC 53	1661-1673 (deux volumes).	
CC 54	1674-1686 (deux cahiers).	
CC 55	1699-1720.	
CC 56	1720-1747.	
CC 57	1747-1762, 1767-1770.	
E DEP 166/CC58-81	Comptes des recettes et dépenses des trésoriers.	1555-1789
CC 58	1555, 1562, 1565, 1567, 1571-1572, 1574-1576, 1584.	
CC 59	1589-1593.	
CC 60	Révision des comptes opérée en 1597 portant sur les années 1587 à 1596 ; révision des comptes (1599).	
CC 61	1601, 1603, 1612, 1617, 1620, 1624.	
CC 62	1630-1632, 1635.	
CC 63	1636, 1638, 1640, 1643, 1646-1648.	
CC 64	1649.	
CC 65	1650-1653.	
CC 66	1654, 1656-1657.	
CC 67	1658-1661.	
CC 68	1662-1664.	
CC 69	1665-1666, 1670.	
CC 70	1671.	
CC 71	1672-1675.	
CC 72	1676-1682.	
CC 73	1683-1691.	
CC 74	1692-1697.	
CC 75	1698-1699, 1701-1707.	

CC 76	1708-1714.
CC 77	1715-1722, 1725-1730.
CC 78	1731-1743.
CC 79	1744-1758.
CC 80	1759-1775.
CC 81	1776-1789.

E DEP 166/CC 82

Actes sur parchemin : sentence rendue par le juge de Roumoules au sujet des tailles que doivent payer les habitants de Riez possédant biens dans le terrain de Roumoules (1293). Sentence de Pierre Radimond, grand juge de la cour royale de Sisteron fixant l'impôt de l'affouagement pour la communauté de Riez (1304). Nomination par le conseil de la communauté de plusieurs délégués chargés de recevoir des habitants le blé donné en paiement d'une taille de 1 florin par feu (1363). Imposition par le conseil de la communauté de Riez d'une taille de 1 obole par livre cadastrale (1363). Vente « d'une rêve de Castalet » par coupe de vin vendue dans le terroir de Riez consentie moyennant huit vingt (160 florins) par les syndics de Riez en faveur d'Hugues Bellard (1369). Vente d'une « rêve » de vin faite par la communauté de Riez à Ignace Philippe Florentin résidant à Sisteron (1372). Vente du dixième sur tous les fruits du terroir de Riez : blé, légumes, raisins, noix, amandes, etc. en faveur dudit Ignace Philippe (1372). Vente d'un vingtième de la livre de Riez en faveur de noble Luquet de Girardin (1372). Convention entre les syndics et conseillers de Riez d'une part et noble Luquet de Girardin de Sisteron acquéreur « d'un vingtain sur les fruits de ladite communauté » au sujet de la perception de cet impôt (1373). « Livrement » (adjudication) de la « rêve » du pain en faveur de Raymond Magra (1380). Procuracy donnée par les communautés de Riez, Moustiers, Puimoisson, Allemagne, Albiosc, Les Salles, Quinson, Valensole et autres lieux du bailliage de Moustiers à Jean Bertrand et autres pour présenter leurs réclamations au sujet de l'impôt des florins par feu à noble Albert de Blacas, seigneur de Beaudinard, commissaire député par le sénéchal de Provence (1382). Protestation des dites communautés du bailliage de Moustiers contre la taille des florins par feu imposée par noble Barral de Pontevès, gouverneur de Provence (1382). Vente « d'un vingtain » sur la récolte du vin consentie par la communauté de Riez à Robert Venaire (1384). Procuracy des syndics de Riez à Raymond Pelat et autres pour recueillir l'héritage laissé à ladite communauté par Antoine Féraud de Valensole (1385). Vente par les syndics de Riez « d'une gabelle sur la viande de boucherie » en faveur de dame Bétéone, veuve de Pons de Franquier, docteur en droit d'Avignon et approbation dudit acte par le conseil de la communauté (1456). Procuracy donnée par les syndics et

habitants de Riez à Antoine Laurent et Jacques de Bouvallon pour présenter les réclamations de la communauté au sujet du don gracieux demandé par René d'Anjou, roi de Jérusalem et de Sicile, duc de Lorraine (1456). Vente d'une « rève » sur la fabrication des chandelles faite à Léonard Mounier par la communauté de Riez (1510). Vente par Claude Fabre de Mazan, coseigneur de Riez de ses droits de coseigneur qu'il a à Riez en son terroir consistant en censes, services, lods etc. en faveur d'Étienne Arnaud, écuyer de Riez (1604). Arrêt de la cour des comptes approuvant une imposition de 20 sols sur chaque quintal de vin étranger introduit dans la ville de Riez (1772).

1293-1772

E DEP 166/CC 83

Quittances et obligations sur parchemin : 1358-1359, 1361-1363, 1365-1367, 1371, 1373-1379, 1381, 1383, 1385, 1388, 1393-1396, 1399-1400, 1406, 1410, 1417, 1423, 1427, 1429, 1433, 1437, 1442, 1448, 1452-1456, 1464, 1479, 1550, 1603, 1635, 1651, 1762, 1766 (93 pièces numérotées 334 à 425).

1358-1766

E DEP 166/CC84-158

Pièces justificatives des comptes.

1533-1789

CC 84	1533, 1544-1547.
CC 85	1550, 1553-1554.
CC 86	1562-1563, 1566-1568.
CC 87	1569-1574.
CC 88	1576.
CC 89	1578-1580, 1586-1587.
CC 90	1589-1593.
CC 91	1594-1596.
CC 92	1597.
CC 93	1599.
CC 94	1601-1604.
CC 95	1610-1612.
CC 96	1613, 1615, 1620, 1624.
CC 97	1625-1627.
CC 98	1628-1631, 1634.
CC 99	1635.
CC100	1637.
CC101	1638-1639.
CC102	1643-1646.
CC103	1647-1648.

CC104	1649.
CC105	1650.
CC106	1651.
CC107	1652.
CC108	1654-1655.
CC109	1656.
CC110	1657-1658.
CC111	1659.
CC112	1660.
CC113	1661-1663.
CC114	1665.
CC115	1666.
CC116	1667.
CC117	1668.
CC118	1669.
CC119	1670.
CC120	1671.
CC121	1672.
CC122	1673.
CC123	1674-1675.
CC124	1676-1677.
CC125	1678-1679.
CC126	1680-1681.
CC127	1682-1683.
CC128	1684-1686.
CC129	1687-1689.
CC130	1690-1691.
CC131	1692-1693.
CC132	1694-1695.
CC133	1696-1697.
CC134	1698-1699.
CC135	1701-1703.
CC136	1704-1706.
CC137	1707-1708.
CC138	1709.

CC139	1710.
CC140	1711.
CC141	1712-1713.
CC142	1714-1715.
CC143	1716-1717.
CC144	1718-1719.
CC145	1720-1722.
CC146	1723-1728.
CC147	1729-1734.
CC148	1735-1739.
CC149	1740-1744.
CC150	1745-1747.
CC151	1748-1751.
CC152	1752-1757.
CC153	1758-1762.
CC154	1763-1767.
CC155	1768-1774.
CC156	1775-1780.
CC157	1781-1785.
CC158	1786-1789.

E DEP 166/CC159-160 Registres de contrôle des mandats.

1595-1673

CC159	1595-1626.
CC160	1630-1673.

E DEP 166/CC161-162 Impositions communales : cadastre, capitation, recouvrement du capage, rôles d'imposition, correspondance.

1542-1786

CC161	1542-1694.
CC162	1700-1786.

E DEP 166/CC 163 Livre crédoire de la communauté de Riez (1692).

1692

E DEP 166/CC 164 Rentes et pensions (1587-1683).

1587-1683

E DEP 166/CC165-166	Dettes de la communauté : registres, procès-verbaux, correspondance.	1568-1761
	CC165	1568-1622.
	CC166	1638-1761.
E DEP 166/CC 167	Rôles d'impositions pour le règlement d'emprunts (1713-1725).	1713-1725
E DEP 166/CC 168	Cazarnet de la communauté de Riez pour le paiement de la taille (1771-1772).	1771-1772
E DEP 166/CC 169	Registre des plans de la ville de Riez et de son terroir (1777) ⁵ .	1777

DD. Biens communaux, eaux et forêts, travaux publics, voirie

E DEP 166/DD 01	Titres et baux des propriétés communales, actes sur parchemin.— Vente d'une place pour construire les moulins de Riez consentie au préfet de la communauté, par R.P. Jean de Maillac, évêque de Riez (1384). Vente en faveur de la communauté de Riez d'un terrain pour le passage du fossé des moulins consentie par Jacques Féraud, moyennant 16 florins (1404). Vente d'un terrain pour le passage du fossé des moulins faite par Jacques Bellard à la communauté de Riez (1404). Bail des engins du moulin de Riez au profit d'Antoine Olivier, meunier (1421). Bail du moulin de la fontaine ronde consentie par la communauté de Riez en faveur de Jacques Verreri (1475). Élimination et partage des terroirs de Riez et Allemagne (1494). Bail du moulin de la Fontaine-Ronde consenti à Maurel Teste par la communauté de Riez (1499). Quittance des droits de lods contenant investiture par l'évêque de Riez des moulins construits sur les bords du Colostre en faveur de la communauté de Riez (1500). Sentence arbitrale entre la communauté de Riez et Étienne Laurent au sujet de la possession de la source de Peironnes (1501). Donation par le chapitre de Riez d'une terre au Grand Noyer pour bâtir une ladrerie (1503). Achat d'une vigne par la communauté (1516). Achat par la communauté pour bâtir la maison de ville (1523). Délimitation du deffens dit de la Seousse appartenant à la communauté de Riez (1528). Acte de vente « d'un fermage et jardin dit le pred de la foire » consenti par le chapitre de Riez en faveur de la communauté de Riez. Homologation et approbation dudit acte par le conseil de la communauté (1550-1553). Lettres d'Henri II, roi de France, confirmant la possession des fossés des moulins en faveur de la
------------------------	--

⁵ Le registre aurait été relié et restauré en 1869. Dans le département des Basses-Alpes, il s'agit du seul registre de plans cadastraux communaux réalisé avant le cadastre napoléonien de la première moitié du XIX^e siècle.

communauté de Riez (1557). Arrêt et supplique au sujet de la possession des herbages du deffens de Séoune pour les habitants de Riez (1649-1654). Acte de vente d'un jardin pour la construction d'un lavoir consentie à la ville de Riez par noble François Granier de Pontevès, coseigneur de Bauduen (1732, copie collationnée). Vente de diverses maisons pour l'agrandissement de l'entrée de la ville faite à la communauté de Riez par Balthazar Girieud et autres (1784). Sentence d'Auguste Pelet, licencié en droit, bailli capitaine et juge de la cour royale de Moustiers ordonnant le changement du chemin royal de Riez (1420). Règlement des sommes dues à Honoré Pierre, pour la réparation du pont Souvestre (1443). Arrêt du Parlement portant que les chemins de Riez seront réparés par la ville sous le contrôle du viguier de Moustiers (1624). Bail et prix fait pour la réparation du moulin de la porte de la Fontayne Ronde consentis par la communauté de Riez à Hugues et Roland Cepoli (ou Cespoul) de Riez (1384). Convention et pactes entre la communauté de Riez et Raymond Tripoli pour la construction d'un moulin (1386). Prix fait entre la communauté de Riez pour la réparation des conduits de la Fontaine Ronde (1412). Prix fait pour la reconstruction et réparations des conduites et aqueducs de la Fontaine Ronde, moyennant 3 florins (1412). Convention et prix-fait entre la communauté de Riez d'une part et Denis et Jean Claret pour faire venir et conduire à la ville « la font del senhor Florens de Castellane » (1487). Estimation du terrain et des dommages causés dans le pré de noble Louis Agnelli par la communauté de Riez pour le passage du fossé de la fontaine de la porte Sanson (1488). Estimation du terrain et du dommage causé dans la terre de noble Guigues de Moustiers par le passage du fossé des moulins de Riez (1499). Arrêt du parlement portant que les réparations des églises seront à la charge des chapelains et non des communautés (1546). Construction de la maison curiale de Riez : autorisation donnée à la communauté de Riez par les grands voyers et intendants des domaines (1738) ; requête des consuls, procès-verbal de réception des travaux (1738-1741).

1384-1741

E DEP 166/DD 02

Partage des terroirs de Riez et Roumoules (1499, rouleau de parchemin).

1499

E DEP 166/DD 03

Donation d'une maison par Durand Gogorde à la ville de Riez pour y établir un hôpital ou « maison de Dieu pour les pauvres » (1412, rouleau de parchemin).

1412

E DEP 166/DD 04

Registre des fermes de la ville (1707-1717).

1707-1717

E DEP 166/DD 05

Biens de la communauté, fontaine, voirie, fermes (1406, 1529-1789) ; mains courantes des enchères (1769-1788). État des terres gastes du terroir de Riez (1760).

1529-1789

EE. Affaires militaires**E DEP 166/EE 01**

Affaires militaires, défense de la ville, fortifications, brigandage, pillages, actes sur parchemin. – Caution donnée par la communauté de Riez à noble Boniface de Vintimille, seigneur de Provence pour recruter la milice et lever les subsides (1358). Protestation de la communauté de Riez contre la communauté de Moustiers qui n'avait pas fourni son contingent à la milice : acte passé en présence de l'évêque de Riez, de noble Albert Imbert, juge de la cour royale de Moustiers (1358). Quittance de la contribution accordée aux Espagnols pour sortir de la Province et de Riez (1361). Emprunt de 200 coupes de vin à 10 sous pièce, fait par la communauté de Riez pour payer noble Guillaume Chymisard, capitaine des gens d'arme campés à Montagnac et racheter les blés et les bestiaux saisis par lui (1383). Lettres du sénéchal de Provence autorisant la communauté de Riez à lever les impôts pour la solde des milices nécessaires à la défense de la ville (1387). Emprunt de 40 florins fait par la communauté de Riez pour payer le subside des gens de guerre qui menaçaient la ville (1389). Estimation des dommages causés aux blés et aux prés des habitants de Riez par les cavaliers du seigneur d'Entrevennes et de noble de Villeneuve, seigneur de Valclause (1472). Ordonnance du Roi relative à la liquidation des avances faites par la communauté de Riez pour l'entretien et le logement des troupes pendant la Ligue (1596). Prix fait entre la communauté de Riez et Me Laurent de Bruol et Jean Decomis, maçons pour la construction des remparts et des tours de la ville (1354). Protestation contre l'ordre donné aux habitants de Riez par noble Elzéar d'Oraison, commissaire des fortifications de Riez de démolir les auvents et dépendances de leurs maisons sous peine de 100 livres d'amende (1358). Nomination par le conseil général de la ville de Riez, de Mgr Pierre Fabre, évêque de Riez, en qualité de commissaire des fortifications et vote d'une taille de 2 deniers par setier de blé cuit au four en sa faveur (1364). Achat par la communauté de Riez d'une maison située rue Droite nécessaire pour les fortifications de la ville (1364). Impôt sur toutes les marchandises vendues à Riez ensuite des lettres de Nicolas Spinelli, sénéchal de Provence, autorisant ladite imposition pour en employer le produit à construire les fortifications de la ville (1371). Convention passée avec Guillaume Berguignier et Jean de Plates, maçons pour la construction des remparts (1371). Convention entre la communauté de Riez, d'une part et noble Boniface de Vintimille, Agavit d'Esparron, Jean d'Oraison,

Fulque de Puimoisson, Hugues de Riez, Pierre de Ville et Marguerite sa femme, tous seigneurs de Riez, par laquelle lesdits seigneurs s'engagent à contribuer aux fortifications de la ville en donnant, pour les travaux déjà exécutés ou à faire la somme de 200 florins d'or. Acte passé en présence de R.P. Jean de Maillac, évêque de Riez « capitaine des fortifications » (1372). Proclamation des lettres de magnifique et puissant Nicolas Spinelli, sénéchal de Provence, ordonnant aux syndics de Riez de terminer dans un délai de 18 mois, les fossés et les fortifications de la ville (1372). Compromis entre la ville de Riez et dame Brigir de Laval pour avances sur les tailles imposées à l'occasion des fortifications (1373). Prix fait entre la communauté de Riez et Guillaume Barbagier, qui s'engage à transporter de Ségrier (commune de Moustiers) à Riez 2050 moellons carrés en pierre pour la construction des barbicanes et l'achèvement de la grande tour de l'horloge moyennant 160 florins d'or (1379). Prix fait entre la communauté de Riez et Me Arnaud de Brafort, tailleur de pierres pour l'achèvement de la porte de la fontaine ronde (1379). Lettre du camérier du pape pour obliger les ecclésiastiques à contribuer aux fortifications de la ville (1379). Prix fait consenti par la communauté de Riez à Raymond Murair pour la toiture des tours (1417). Prix fait par la communauté de Riez à Jean Gibaud pour la construction d'un escalier en pierre de taille et d'un mur aux remparts (1482). Acte entre la communauté de Riez et Valensole (1396). Acte de 1396, Gueorgui de Marlo.

1358-1596

E DEP 166/EE 02-08

Passage et logement des troupes et gens de guerre, ravitaillement et fournitures militaires.

1545-1789

- EE 02** 1545-1585.
- EE 03** 1586-1598.
- EE 04** 1604-1699.
- EE 05** 1700-1709.
- EE 06** 1710-1739.
- EE 07** 1740-1789.
- EE 08** Registre des fournitures de viande et de foin (1591).

FF. Justice, police, procédures

E DEP 166/FF 01

Procès soutenu par la communauté de Riez contre Claude Ferrier, écuyer de Riez, au sujet des moulins (1567). Procès intenté contre Melchior Arnaud, coseigneur au sujet des tailles (1580). Procès intenté contre Hubaud, « hoste, rentier du pied de l'évêque » au sujet des tailles (1591). Procès intenté contre Jehan de Colonia « trésorier général du pays de Provence »

(1597). Procès intenté contre Étienne Arnaud, coseigneur de Riez au sujet du paiement « des étapes » (1597). Procès soutenu contre le seigneur d'Escalis.

1567-1597

E DEP 166/FF 02

Baron de Bras « commandeur des Mortains » pour les droits de péage à Mézel, Gaubert et autres lieux (1601). Procès intenté contre François Bosco sur diverses créances obligations (1604). Procès intenté contre Barthélémy Féraud sur diverses créances obligations (1609). Procès intenté contre les hoirs d'Antoine Bonardel, trésorier, au sujet des reliquats des comptes dudit (1609). Procès contre Damoiselle Lucrèce Bon (1613). Procès contre Charles de Tabaret, seigneur du Chaffaut pour créances (1614). Procès intenté contre Mathieu Arnaud, coseigneur, débiteur de la communauté (1609).

1601-1614

E DEP 166/FF 03

Procès soutenu par la communauté de Riez contre Robert et Sauvaire Pelletier au sujet de la propriété d'un jardin (1616). Procès soutenu contre Gaspard Bernardy pour créances (1617). Procès intenté contre Etienne Gassend, avocat, pour arrérages de tailles (1661). Procès soutenu contre damoiselle Claire Martelly pour « l'encadrement des terres de Vinay » (1661). Procès intenté contre Me Honoré Gassendi, notaire royal pour contravention aux privilèges de la communauté de Riez (1619). Procès intenté contre demoiselle Jeanne Plane pour arrérages de tailles (1619). Procès soutenu contre Maître Jean Deperrier, avocat en la cour, et demoiselle Thomé de la Tour au sujet d'une créance 400 livres (1623). Procès intenté contre sieur de la Croix, receveur des dîmes, au sujet dudit impôt (1652).

1616-1652

E DEP 166/FF 04

Procès soutenu contre M. de Saint-Martin, conseiller au Parlement, pour créances (1665). Procès soutenu contre Louis Arnel, bourgeois, pour le refus de paiement des droits de piquet (1669). Procès soutenu contre M^e Isnardi, chirurgien, au sujet de la vente d'un pré (1671). Procès contre Claude Viollet, fermier des domaines au sujet des droits de cavalcade (1671). Procès soutenu contre Gaspard Veyssièrre, notaire royal pour créance (1673). Procès intenté par la communauté contre les hoirs de messire Claude de Castellane, seigneur de Tournon et de Saint-Laurent, au sujet d'une créance de 7200 livres (1677). Procès intenté contre messire Pierre d'Esyminy, prêtre archidiacre en l'église de Riez au sujet du droit de passage sur une terre située au quartier de Sanson (1688). Procès soutenu contre les recteurs de l'hôpital Saint-Jacques de Digne, au sujet de l'héritage de damoiselle d'Amalric (1720).

1665-1720

E DEP 166/FF 05

Procès soutenu contre Antoine Nevière pour créances (1754). Procès soutenu contre les sieurs Veyan, Carbonel et autres habitants au sujet du changement de la place du marché (1760).

Procès soutenu contre les sieurs Hercules et Romany au sujet des réparations de la fontaine ronde (1764). Procès soutenu contre Jean Ricaud, trésorier au sujet de ses comptes (1766). Procès intenté contre le Sieur Chabrier, trésorier au sujet des comptes de procédures (1779). Procès au sujet du péage de Gaubert (vers 1653). Procès contre Jehan Bourrachet, commissaire aux vivres pour les gens de guerre logés à Riez pour le paiement de ce qui lui est dû par le trésorier (1579-1580).

1579-1779

E DEP 166/FF 06

Procès contre Antoine Fabre, seigneur de Ma.an, coseigneur de Riez au sujet des tailles (vers 1569). Procès contre le receveur des tailles à Digne (1598). Procès contre Melchior Arnaud au sujet de la tour du portail de Fond Banète et au sujet de la ferme des droits seigneuriaux (vers 1583). Contrainte pour faire payer à la communauté de Valensole pour trop payé dans la contribution pour le logement des gens de guerre (1575). Procès contre Claude Chauvet au sujet de la prébende de Trigance (1594). Procès contre Loys Gallois, marchand de blé (1572-1573). Procès avec la communauté de Puimichel pour remboursement de trop payé (1575-1582). Procès contre Pierre Carbonel (1591-1613).

1569-1613

E DEP 166/FF 07

Procès contre Claude de Castellane, sieur de Tournon (1600). Procès contre les communautés d'Allemagne, Levens, Saint-Martin, Artignosc, Esparron, Trévans pour le remboursement d'avances de blé aux gens de guerre en 1593. Procès contre Elzias de Fabre, seigneur de Ponfrach et A. Bernard, notaire (1696). Procès contre Sébastien Mallon (vers 1620). Procès contre le sieur de Cheillan et Jeanne de Grasse, baronne d'Allemagne (vers 1602). Procès contre Gaspard Bonnardy ancien trésorier (1631). Procès contre Patac (1600-1604).

1593-1696

E DEP 166/FF 08

Procès relatif à la révision des dettes de 1599 (1611). Procès contre Julien de Perier pour obligation (1602). Procès contre Antoine et François Arnaud (vers 1602). Procès contre Pol de Gaudemar, trésorier (vers 1661-1672). Procès contre Joseph Clarency (vers 1693-1695). Procès contre Claude Jugy (vers 1704). Procès contre Clère de Guiremand, veuve de Charles de Poitevin, sieur de Mallemoisson. Procès contre Pierre Arnel (1663). Procès contre Jean de Menc (vers 1670). Procès contre les fermiers du Piquet (1736). Procès contre Peironne de Gallice. Procès contre Honoré Rey (1599). Procès contre Antoine Hubaud (1599). Procès au sujet du fossé du moulin d'Esquicho-Rato (vers 1568-1608).

1568-1736

E DEP 166/FF 09

Procès contre l'évêché de Riez : pièces de procédures, pièces justificatives, correspondance (1609-1776).

E DEP 166/FF 10

Registres des rapports d'estimes (1564-1587).

1564-1587

E DEP 166/FF 11

Pièces de procédure sur parchemins. – Information au sujet du péage de Digne et sentence par Pierre Audibert en faveur de la communauté de Riez (1315). Protestation et sommation par la communauté de Riez contre les péagiers de Gaubert (1313). Procuracy de l'évêque de Riez et de noble Bertrand de Riez, coseigneur dudit lieu aux syndics de la communauté pour les représenter dans le procès au sujet du péage de Gaubert (1313). Protestation faite par devant noble Raybaud de Châteauneuf « Clavaire de la cour temporelle » de l'évêque de Riez, par Raybaud Mauran contre la communauté qui lui avait fait saisir un gage de 3 bœufs et 2 ânes (1361). Sentence du juge royal de Moustiers qui renvoie par devant « le juge des premières appellation » une protestation des habitants de Riez contre l'ordonnance du sénéchal relative à la levée des milices (1358). Sommation par les syndics de Riez contre messire Antoine Foque, curé chapelain de l'église Notre-Dame (1364). Protestation par devant noble Victor de Tourgel (de Turrigellis), bailli et juge de la cour royale de Moustiers par Maître Geoffroy Caysy, notaire, défenseur de la communauté de Riez contre l'injuste imposition d'une taille sur le vin et ordonnance d'appel en faveur de la communauté de Riez (1365). Sentence du juge de Moustiers qui renvoie devant le lieutenant du sénéchal les syndics de Riez protestant contre les lettres de contrainte obtenues par la communauté de Moustiers pour le paiement d'une somme de 20 florins (1370). Information contre les syndics de Riez qui avaient porté indûment au cadastre les biens de Bertrand Garin ; et sentence « du juge de la cour temporelle de l'évêque de Riez les absolvant » (1377). Protestation de Guillaume Chardosse, veilleur de nuit de la communauté de Riez, contre l'official de l'Évêché de Riez qui l'avait fait mettre en prison pour avoir refusé de faire des « escoutes en gaches » qui lui étaient ordonnées par ce dernier (1378). Sentence de lieutenant de juge des premières appellations d'Aix sur le différend survenu entre la communauté de Riez et les meuniers au sujet des droits de mouture (1379). Supplique des syndics de Riez à l'évêque de Riez pour l'inviter à enlever ses armoiries des portes de la ville, et refus dudit évêque (1380). Requête des syndics de Riez à noble Guirand de Simiane, chevalier, lieutenant du sénéchal le priant de connaître, en l'absence du sénéchal, qu'ils ont pendant en appel contre noble Pierre de Ville (1382). Sentence arbitrale rendue par l'évêque de Riez sur le différend survenu entre la communauté de Riez et les coseigneurs (Jean-Pierre de Ville et Antoine Reybaud) qui refusaient de contribuer aux tailles et charges de la ville : Pierre de Ville devra payer 25 florins d'or et Antoine Reybaud 100 florins d'or (1387, copie faite en 1411 et visée par le lieutenant

jugé). Procuration des syndics de Riez à divers pour représenter la communauté dans tous ses procès et différends (1396). Informations contre divers falsificateurs des mesures de vin et sentence d'Elzéar Coen, viguier de Riez (1403). Transaction entre les syndics de Riez et André Ferrier, serrurier, qui, après avoir reçu 11 florins pour se fixer à Riez et y établir une forge s'était retiré à Moustiers (1426). Supplique des syndics de Riez à Mgr. Michel de Bouliers, évêque, qui s'était emparé des clefs de la ville (1427). Protestation des syndics de Riez contre l'évêque, qui prétend garder les clefs de la ville (1427). Convention et accord entre l'évêque et les syndics de Riez au sujet de la garde des clefs de la ville (1429). Sentence absolutoire rendue par Pierre du Médaléon, seigneur de Ribiers, Jean le Cella, seigneur de Ripierres et Pierre Faucon, seigneur de Château-neuf, conseiller de la cour royale de Sisteron, commissaires du roi, spécialement délégués pour l'information de la justice en faveur de divers habitants de Riez accusés de rébellion (1447). Monitoire contre les débiteurs de Madeleine Morette de Riez (1452). Plainte et protestation « du receveur des droits de petit scel » contre la communauté de Riez (1455). « Lettre de contrainte lancée contre les consuls et les habitants de Riez par le garde du petit scel » pour les obliger au paiement d'une somme de 80 florins (1455). Monitoire contre les syndics de Riez pour les obliger à payer une créance de 100 florins à Barthélémy de Brancas, damoiseau d'Avignon (1455). Lettres de citation ou de contrainte en faveur de la communauté de Riez contre Raymond Nèble (1462). Arrêt du parlement d'Aix portant défense aux hérétiques d'exercer une charge judiciaire (1552). Ordonnance d'information pour la communauté de Riez (1563). Lettres de contrainte pour la communauté de Riez contre Jacques de Colonia (1597). Ordonnance d'appel pour Antoine Hubaud (1598). Ordonnance d'appel pour la communauté de Riez (1599). Lettres d'appel obtenues par la communauté de Riez contre Bertrand de Malespine et damoiselle Lucrèce Bonne mariés pour arrérages de tailles (1601). Ordonnance d'appel pour la communauté de Riez contre le sieur Duperrier (1603). Ordonnance de la cour des comptes d'Aix condamnant les recteurs et chapelains possédant des biens roturiers à payer les tailles de la communauté de Riez (1604). Arrêt du parlement d'Aix condamnant Louis et Balthazar Plance à payer 225 livres à la communauté de Riez (1610). Lettres d'annexes pour la communauté de Riez (1611). Monitoire lancé au nom de la communauté de Riez par Henri Paudravin, docteur en droit, prévôt de l'église collégiale de Saint-Disdier, à Avignon, contre ceux qui ont coupé 24 saules de l'allée du pré de foire de Riez (1511). Requêtes des consuls de Riez, lettre de contrainte avec signification par huissier contre Jean Pascalis, débiteur de 225 livres (1612). Arrêt de la cour des comptes ordonnant production de pièces par la communauté de Riez contre Pierre Bertrandy, trésorier (1612). Ordonnance d'information pour la

communauté de Riez (1612). Ordonnance d'enquête et information pour la communauté de Riez (1614). Lettres d'assignation et ordonnance d'information contre divers habitants de Riez « querelles d'abus et malversations dans l'administration des deniers publics » (1614). Arrêt de la cour des comptes condamnant certains particuliers « à la mise en prévention criminelle » (1615). Arrêt de la cour des comptes condamnant noble Etienne Arnaud, seigneur de Riez à rembourser la communauté de 150 setiers d'avoine (1615). Arrêt du parlement condamnant Me Gaspard Germain, avocat en la cour à payer 90 écus à la communauté de Riez (1619). Arrêt du parlement autorisant la communauté de Riez à poursuivre l'instance au sujet de l'affranchissement du péage d'Estoublon devant la chambre des comptes (1684). Arrêt de la cour des comptes ordonnant à la communauté de Riez de rembourser 10 charges de blé à Nicolas Béraud, "hoste" (1633). Arrêt de la cour et lettres de contraintes contre la communauté de Riez pour le paiement de 120 livres à Me Antoine Chaix, marchand (1636). Arrêt de la cour des comptes condamnant Antoine de Matheron, Sieur d'Entrepierres, écuyer de Riez à payer à la ville « les intérêts à 5% et pension du capital de 3000 livres » (1654). Arrêt du parlement d'Aix condamnant les boulangers de Riez à se conformer aux règlements de la ville (1656). Lettres de Foulque d'Agoult, sénéchal de Provence, portant création d'un office de notaire et de tabellion royal en faveur de Jean Piole de Riez (1388). Paiement d'un legs de 6 florins à Lucrèce, épouse de Durand Bonamour, en exécution du testament de Jean Roustang au profit des pauvres filles à marier de Riez (1419). Paiement d'un legs de 8 florins à Claude fille de Pierre Portalet, épouse de Jean Salliers, en exécution dudit testament (1423). Paiement d'un legs de 5 florins à Jacqueline Baile en exécution dudit testament (1423). Procuration de noble Antoine de Glandèves à Pierre Glandèves, son frère (1423). Paiement de 10 florins pour la dot de Jacqueline Baile, en exécution du testament de Jean Tostang (1425). Procuration de Jacques Doléon à divers habitants de Riez pour le représenter dans le procès qu'il soutient devant la cour épiscopale de Riez contre Pierre Angelvin, son beau-frère, au sujet de la dot de Claudette Doléon (1432). Vente d'une terre située à Riez lieu-dit en Charborèse, consentie par Etienne Pierrisnard en faveur de Jacques Margerie de Saint-Martin-de-Brômes (1439). Vente d'une vigne et d'une maison dite la tour de la font Benoyt, en faveur de Catherine Collombe de Jean Gontard mariés de Riez (1583, au bas de l'acte approbation de ladite vente par damoiselle Catherine de Gombert, femme de Nicolas Esmenjaud, Sieur de Barras et en partie de Riez). Ordonnance du roi relative à la suppression de l'abbé de la jeunesse dans la ville de Riez (1641). Fragment très incomplet d'un compromis entre [inconnu] de Riez et la communauté (s.d.).

1313-1719

E DEP 166/FF 12-16 Procès, contentieux et litiges : pièces de procédures, pièces justificatives, correspondance.
1531-1789

FF 12 1531-1599.

FF 13 1600-1619.

FF 14 1620-1699.

FF 15 1700-1749.

FF 16 1750-1789.

GG. Cultes, instruction publique, assistance publique

E DEP 166/GG 01 Affaires religieuses, hérésie : liste de protestants (1569) ; correspondance (1565-1781).
1565-1781

E DEP 166/GG 02-06 Peste et contagion.
1586-1722

GG 02 Épidémies de 1586 et 1629 : cahier des médicaments fournis (1586) ; correspondance (1586-1629). Épidémie de 1720 : registres des délibérations du bureau de santé de la ville (3 août 1720-21 août 1722) ; inventaire des registres des délibérations du bureau de santé et des autres papiers « au sujet de la contagion arrivée de Marseille en l'année 1720 » (dressé en 1721) ; imprimés pré-remplis de mandements des consuls de Riez servant de laissez-passer individuels⁶ (1720, 1722) ; état des fournitures et dépenses faites par la communauté au sujet de la contagion (années 1720-1721) ; « instruction générale pour exécuter les premières décisions du Conseil de Santé sur la manière de secourir la Provence » (1721) ; déclaration du roi (1721) ; délibérations, correspondance (1720-1721).

GG 03 Peste de 1629 : registre de l'infirmerie et des fournitures.

GG 04 Peste de 1629 : registre des fournitures (juillet 1629-avril 1630).

GG 05 Peste de 1629 : registre des distributions de pain et de vin.

GG 06 Peste de 1629 : registre de liquidation des comptes des fournitures (1630-1635).

⁶ « Nous, consuls de cette ville de Riez, certifions et attestons à tous qu'il appartiendra ; que grâce à Dieu la santé est très bonne dans cette ville et qu'il n'y a nulle maladie, ni soupçon de mal contagieux et que [*espace vide*] dudit Riez s'en va à [*espace vide*] et pour être la vérité telle, nous lui avons fait le présent : Prions tous ceux qui sont à prier de le laisser passer librement, leur offrant le semblable en pareil cas ».

E DEP 166/GG 07-16	Baptêmes, mariages et sépultures : registres communaux. 1614-1792
GG 07	Baptêmes : 1614-1627. Mariages et sépultures : 1614-1635.
GG 08	Baptêmes : 1637-1641, 1647-1654, 1663-1668.
GG 09	Baptêmes : 1669-1673. Mariages et sépultures : 1641-1656. Mariages : 1654-1670.
GG 10	Baptêmes, mariages et sépultures : 1674-1676, 1676-1684, 1687-1688. Sépultures : 1667-1673.
GG 11	Baptêmes, mariages et sépultures : 1674, 1688-1695.
GG 12	Baptêmes, mariages et sépultures : 1696-1707.
GG 13	Baptêmes, mariages et sépultures : 1707-1718, 1719-1731.
GG 14	Baptêmes, mariages et sépultures : 1732-1744, 1757-1771.
GG 15	Baptêmes, mariages et sépultures : 1745-1756.
GG 16	Baptêmes, mariages et sépultures : 1772-1781, 1782-1792.

HH. Agriculture, industrie, commerce

E DEP 166/HH 01	Mercuriales des denrées vendues à Riez : rapports annuels (1691-1775). 1691-1775
E DEP 166/HH 02	Activité économique, pièces sur parchemin. – Sentence de Jacques de Gap, juge des premières appellations en Provence relative à la tenue du marché du poisson de Riez (1358). Déclaration de l'évêque de Riez annulant la défense de sortir les blés de la ville et en autorisant le libre commerce (1358). Significations à Hugues Arvel, juge et bailli de Moustiers à l'ordonnance du sénéchal de Provence qui autorise la communauté de Riez à sortir de son terroir et exporter les blés et les vins (1362). Protestation de divers habitants de Riez contre le changement du marché au blé (1370). Protestations de divers habitants de Riez contre une ordonnance du conseil prescrivant à tous les marchands étrangers ou de la ville de vendre leurs denrées sur les places désignées à cet effet sous peine d'amende (1378). Accord entre la communauté de Riez d'une part, Thomas Masson et Jacques Michel pour l'établissement d'une tuilerie au lieu-dit Autrech d'Autanes (1401). Convention entre la communauté de Riez et Boet, bâtier, pour l'engager à fixer sa résidence à Riez et y exercer son métier ; les syndics reçoivent ledit Boet comme citoyen participant à tous les privilèges l'exemptant de toutes les tailles, rôves et impositions, celles

royales et corporelles exceptées, et lui donnent 2 florins d'or pour l'établir. Livrement (adjudication) du marché de la viande à Michel Blène, avec taxe du prix des diverses qualités (1447). Arrêt du parlement d'Aix portant homologation d'une délibération du conseil de la communauté de Riez relative à la fabrication et à la vente du pain (1757). Taxe du pain (1756-1759). Comptes des blés (1709, 1720-1721, 1760). Recensement général des grains (1789). Règlementation concernant la draperie et le bureau de marque de Riez (1781-1782). Marchés (1715-1765). Mémoires sur la situation de la communauté (1745, 1749).

1358-1789

II. Documents divers

- E DEP 166/II 01** Inventaires des titres et documents de la communauté de Riez (1699, 1707, 1711, 1716, 1719). Extraits d'actes de baptêmes (1679-1682) : photocopies.
1679-1719
- E DEP 166/II 02** Anciennes couvertures en parchemin des registres des actes paroissiaux (1614-1718)⁷.
1614-1718

Archives postérieures à 1789

A. Lois et actes du pouvoir central

- E DEP 166/A 01-09** Révolution et République. – Pouvoir central : cahiers et recueils des lettres patentes du roi, actes, lois, arrêtés, décrets et proclamations du gouvernement, de la Convention, du Comité de Salut Public et de l'Assemblée nationale.

1789-an III

- A 01** 1789-1791.
- A 02** 1791.
- A 03** 1791.
- A 04** 1791-1792.
- A 05** 1792.
- A 06** 1792.
- A 07** 1792-1793.
- A 08** 1793.

⁷ À noter : antiphonaires et partitions de musiques anciennes.

A 09 Ans II-III.

E DEP 166/A 10 Révolution et République. – Pouvoir central : table alphabétique des lois, rapports et adresses insérés dans le bulletin des lois (an II) ; recueils du bulletin des lois de la République (ans VI-VIII).
An II-an VIII

E DEP 166/A 11-19 Révolution, République, Empire, Cent Jours, Restauration. – Administration communale, administration départementale, législation nationale, affaires militaires, faits de guerre, désertions, conduite de la guerre, invasions étrangères, passages de troupes, ravitaillement militaire, émigrés, assignats, police locale, biens nationaux, actualités politiques et militaires de la France, sociétés patriotiques : décrets de la Convention, discours révolutionnaires, arrêtés du préfet et du directoire du département, circulaires, instructions officielles, délibérations municipales, correspondance.
1790-1817

A 11 1790-1791.
A 12 1790-1794.
A 13 1792.
A 14 1793-1794.
A 15 1793-1795.
A 16 1795-1806.
A 17 1795-1810.
A 18 1810-1813.
A 19 1814-1817.⁸

E DEP 166/A 20 Révolution, République, Empire, Cent Jours, Restauration. – Affaires militaires, faits de guerre, conduite de la guerre, passages de troupes, ravitaillement militaire : états des armes des particuliers, états de fournitures, ordres de livraison, ordres de routes, correspondance (1790-1815).
1790-1815

E DEP 166/A 21-22 Révolution, République. – Affaires militaires : registres des routes et logements de militaires.
1791-An VII

A 21 1791-1793.

⁸ À noter : adresse du conseil municipal au roi Louis XVIII (s.d.) ; pétition envoyée au préfet pour protester contre l'occupation militaire soudaine de la ville de Riez, injustement considérée comme en rébellion et « insoumise à l'Autorité » (s.d.).

E DEP 166/A 23

Restauration : envoi du fac-similé du testament de Louis XVI, rédigé le 25 décembre 1792 (1816). Annonce de la naissance d'un prince royal, fils de la duchesse du Berry : demande d'organisation d'un *Te Deum*, correspondance⁹ (1820). Commémoration de la mort de Louis XVI : correspondance (1821). Conspirations antimonarchistes : correspondance (1821) ; cahier-extrait des débats du procès de Berton à la cour d'assises de Poitiers¹⁰ (1822). Maladie et mort du roi Louis XVIII : correspondance (1824). Révolution de 1830 : avis de rétraction d'une précédente lettre annonçant à tort la rentrée de Charles X dans Paris¹¹ (1830) ; courrier portant avis de l'ordre de faire prendre à la gendarmerie la cocarde tricolore (1830). Révolte des Canuts à Lyon : communication détaillée du gouvernement au sujet des « évènements de Lyon » présentée à la Chambre des Députés (1831). Insurrection des 5 et 6 juin 1832¹² : rapport général sur les évènements (1832). Mort du prince héritier : réponse du roi à l'adresse du conseil municipal de Riez¹³ (1842). Journal conservateur des Basses-Alpes *L'Ami de l'Ordre* : exemplaire du 14 octobre 1852. Journal du *Moniteur des Communes* : exemplaire du 9 août 1867). Attentat manqué contre Napoléon III : avis et ordre de donner un *Te Deum* dans toutes les églises du diocèse¹⁴ (1858). Proclamations de la République (1848, 1870). Guerre de 1870 et occupation de six départements du Nord : correspondance (1872). Journal des Basses-Alpes : exemplaires (1871, 1874). Seconde Guerre Mondiale : exemplaire du journal *L'Écho de Paris* (13 décembre 1940) ; cahier des discours de Philippe Henriot au Radiojournal de France (18-24 avril 1944). Exemplaire de la Constitution de la République (1946). Discours à l'Assemblée Nationale : Paul

⁹ Extrait : « Le Roi demande à Monseigneur l'Évêque de Digne de faire chanter un *Te Deum* en actions de grâces de la naissance du prince si désiré que Dieu a accordé aux vœux des français ».

¹⁰ Parmi les sociétés secrètes qui complotent contre les Bourbons entre 1821 et 1822, l'Association dite des « Chevaliers de la Liberté » de Saumur est l'une des plus actives du pays. Cependant, espérant trop un soulèvement populaire spontané, les conspirateurs enchaînent les échecs et la répression à leur rencontre est brutale. De leurs tentatives pour saper le pouvoir royal, voire pour le renverser, on retient le plus souvent qu'entre 1821 et 1822 le groupe tente vainement à deux reprises de soulever la ville et les troupes de Saumur contre le gouvernement de Louis XVIII. La seconde tentative est menée par le général Berton, ancien général de l'Empire. Ce dernier est arrêté le 17 juin 1822 et exécuté le 5 octobre à Poitiers. À la suite de l'échec du complot, et à nouveau au cours de son procès, le général La Fayette est dénoncé comme l'un des instigateurs du complot. Toutefois, les historiens considèrent ce dernier point comme incertain.

¹¹ Extrait : « La nouvelle que je vous ai donnée hier, avec l'empressement d'un cœur qui souhaitait qu'elle fut vraie, n'est point confirmée aujourd'hui. Rien n'autorise donc à la considérer comme fondée ».

¹² L'insurrection républicaine de juin 1832 à Paris constitue une tentative manquée de renverser la monarchie de Juillet. Face à l'ampleur du soulèvement populaire, encore renforcé par la défection d'une partie de la Garde nationale de la capitale, il fallut recourir à l'armée pour mater le soulèvement dans le sang.

¹³ Extrait : « Sa Majesté m'a chargé de vous dire combien elle est sensible aux témoignages de respect, d'affection et de sympathie qui y sont exprimés ».

¹⁴ Extrait : « La Providence veillait heureusement sur les jours de l'Empereur : elle a détourné encore une fois le bras des assassins et préservé le Souverain sur la tête duquel reposent les destinées de la France. Nous devons au ciel d'ardentes actions de grâces pour le remercier d'une marque aussi éclatante de sa protection ».

Ramadier (2 mai 1947) ; Robert Schuman (22 novembre 1947).
Livrets du *Journal officiel de la République* (1955).

1792-1955

E DEP 166/A 24

Livre du bulletin des lois (1906).

1906

B. Actes de l'administration départementale

E DEP 166/B 01

Documentation municipale et départementale : catalogues des imprimés de mairies, répertoires administratifs des maires et conseillers municipaux, affiches, avis, proclamations, messages, annonces et publications du département, discours politiques, prospectus imprimés (1831-1870).

1831-1870

E DEP 166/B 02

Répertoire administratif des maires et conseillers municipaux (1849) ; *Recueil des actes administratifs de la préfecture* (1853-1854) ; *Ouvrage pratique à l'usage des maires et secrétaires de mairie* (1924).

1849-1924

D. Administration générale de la commune

1 D. Conseil municipal

E DEP 166/1 D 01-07

Délibérations du conseil municipal : registres communaux.

1790-1889

1 D 01 1790-1791.

1 D 02 1791-1795.

1 D 03 1792-1800.

1 D 04 1800-1824.

1 D 05 1824-1844.

1 D 06 1844-1874.

1 D 07 1874-1889.

E DEP 166/1 D 08-09

Délibérations du conseil municipal : registres chronos récapitulatifs des actes, rédigés au XX^e siècle.

1830-1889

1 D 08 1830-1851.

1 D 09 1851-1889.

2 D. Actes de l'administration municipale

E DEP 166/2 D 01-10

Administration communale : correspondance de la mairie.

2 D 01	1816-1818.
2 D 02	1819-1821.
2 D 03	1822-1825.
2 D 04	1826-1830.
2 D 05	1831-1837.
2 D 06	1838-1847.
2 D 07	1848-1854.
2 D 08	1855-1863.
2 D 09	1864-1870.
2 D 10	1871-1935.

E DEP 166/2 D 11 Journal « des municipalités et assemblées administratives » (1790).

1790

E DEP 166/2 D 12 Registres des délibérations « sur les objets concernant les fonctions propres à l'administration générale, déléguées par elle à la municipalité » (1793-1794). Cahiers de déclarations (1831-1836, 1954-1962).

1793-1962

E DEP 166/2 D 13 Registres des arrêtés de la mairie (1800-1809, 1842-1886, 1886-1965).

1800-1965

E DEP 166/2 D 14 Registres de correspondance de la mairie (1793-1795, 1842-1911).

1793-1911

3 D. Administration de la commune

E DEP 166/3 D 01 Archives communales et archives du commissariat de police. – Gestion, inspection, classement, recherches, réparations de pièces cadastrales, dépôt aux Archives départementales, armoiries communales : inventaire des archives et du mobilier de la mairie (s.d., vers 1844-1848) ; circulaire préfectorale présentant le cadre de classement des archives des mairies (1925) ; délibération municipale décidant du dépôt aux Archives départementales de Digne des documents historiques de la commune (1927) ; délibérations municipales, correspondance (1816, 1823, 1834, 1843-1942).

1816-1942

E DEP 166/3 D 02 Drapeaux : correspondance (1831, 1850, 1855, 1856). Bustes officiels du roi Louis-Philippe et de Louis-Napoléon Bonaparte : correspondance (1830-1831, 1852). Séparation de la commune

de Saint-Jurs du canton de Riez et rattachement au canton de Moustiers : ordonnance royale, correspondance (1833). Portrait du président de la République : correspondance (1895, 1899). Modifications éventuelles aux limites des circonscriptions territoriales : correspondance (1945). Étude des changements du climat, en lien avec la déforestation : demande renseignements adressée au maire¹⁵ (1821).

1821-1945

4 D. Contentieux

E DEP 166/4 D 01

Procès de la commune, contentieux, litiges : pièces de procédures, pièces justificatives, correspondance (1794-1951).

1794-1951

E. État civil

E DEP 166/E 01-31

État civil : registres communaux des tables décennales et des actes de naissances, mariages, décès.

1792-1916

E 01	Tables décennales : 1792-1853.
E 02	Tables décennales : 1853-1913.
E 03	1793-1796.
E 04	1796-1799.
E 05	1800-1802.
E 06	1803-1805.
E 07	1806-1808.
E 08	1809-1812.
E 09	1813-1815.
E 10	1816-1818.
E 11	1819-1821.
E 12	1822-1825.
E 13	1826-1829.
E 14	1830-1833.
E 15	1834-1837.
E 16	1838-1841.

¹⁵ Extrait : « Désirant pénétrer les causes des refroidissements sensibles de l'atmosphère, des variations subites dans les saisons et des ouragans et inondations extraordinaires auxquels la France semble devenir de plus en plus sujette, son Excellence le ministre de l'Intérieur m'a chargé de recueillir les observations qui ont pu être faites à cet égard dans le département. On attribue ces phénomènes en partie au déboisement des montagnes, aux défrichements des forêts et à l'absence des obstacles naturels qui s'opposaient jadis aux vents et aux nuages et du nord et de l'ouest ».

E 17	1842-1845.
E 18	1846-1849.
E 19	1850-1853.
E 20	1854-1857.
E 21	1858-1861.
E 22	1862-1865.
E 23	1866-1871.
E 24	1872-1875.
E 25	1876-1881.
E 26	1882-1887.
E 27	1888-1893.
E 28	1894-1900.
E 29	1901-1907.
E 30	1908-1913.
E 31	1914-1916.

E DEP 166/E 32-41

État civil communal : actes, bulletins et avis de naissances, mariages, divorces et décès, actes et avis de décès de soldats sous les drapeaux, avis de mention, demandes d'actes, avis d'autorisations de mariages, certificats de vie, circulaires, correspondance.

1790-1955

E 32	1790-1850.
E 33	1790-1850.
E 34	1790-1850.
E 35	1790-1850.
E 36	1790-1850.
E 37	1790-1850.
E 38	1850-1900.
E 39	1850-1900.
E 40	1850-1900.
E 41	1900-1955.

E DEP 166/E 42

État civil. – Législation : manuel des officiers de l'état civil pour la bonne tenue des registres (1827).

1827

F. Population, économie sociale, statistique

1 F. Population

- E DEP 166/1 F 01** Recensements de la population : listes nominatives et états récapitulatifs des habitants de la commune lors des dénombrements quinquennaux de population (s.d. vers 1792, 1820, 1831, 1836, 1846, 1866, 1876) ; états annuels des mouvements de population pour les naissances, mariages, divorces et décès (années 1814-1820, 1822-1824, 1826-1829, 1844-1847, 1851-1858, 1860, 1862) ; correspondance (1831-1898).
1792-1898
- E DEP 166/1 F 02-03** Recensement de la population de 1896.
1896
- 1 F 02** Fiches de ménages (1896).
- 1 F 03** Bordereaux de maisons (1896).

2 F. Commerce et industrie

- E DEP 166/2 F 01** Industrie communale et statistique industrielle générale : états statistiques (1794) ; état de situation des fabriques de la commune (année 1816) ; correspondance (1840, 1842, 1879). Carrière de pierres : courrier de demande de renseignements statistiques pour la carte géologique de France (1833). Tanneries : correspondance (1833). Discours du ministre de l'agriculture et du commerce, présentant au roi « les conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce » (1846). Vente de phosphore pour fabrication d'allumettes chimiques : correspondance (1858, 1871). Fabrique d'eaux minérales : signalement d'un exploitant sans autorisation (1888).
1794-1888

3 F. Agriculture

- E DEP 166/3 F 01** Production agricole. – Statistique agricole annuelle : questionnaires communaux de statistique (années 1829, 1900-1901, 1903-1904, 1906, 1941) ; bulletin récapitulatif de statistique communale (année 1944) ; registres annuels des cultures (1944). Statistique agricole quinquennale : questionnaire communal de statistique (année 1852). Statistique agricole décennale : registres décennaux (années 1882, 1892) ; tableaux synoptiques des réponses par communes au questionnaire du gouvernement (1882, 1892) ; correspondance (1891). Bestiaux et cheptel, recensement : listes de recensement (1805, 1809, 1811, 1816, 1848-1849). Ensemencements : registre de déclarations des superficies ensemencées en blé (1934). Destruction des animaux nuisibles : arrêté préfectoral (1943) ; correspondance (1893-1897). Culture de la betterave : rôle, état de répartition de l'étendue de terrains devant être

ensemencée en betteraves, proclamation du maire (s.d., entre 1806 et 1815). Oléiculture : rapport sur les oliviers (1820) ; correspondance (1822). Sériciculture : cahier règlementaire sur la statistique de la production de la soie en France (1871) ; circulaire, correspondance (1859-1892). Viticulture et vignes américaines de Riez : registres des déclarations de récoltes (1935, 1940) ; évaluations statistiques (1847-1848) ; liste des déclarations en vin (1942) ; correspondance (1888-1897). Concours régional agricole du Puy : arrêté du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (1868). Société de prévoyance et de secours mutuels des propriétaires agriculteurs de Riez : correspondance (1847) ; cahiers du règlement de l'association (1848). Cercle agricole de Riez : correspondance (1895). Chaire spéciale d'agriculture de Riez : arrêté préfectoral, correspondance (1897). Terrains abandonnés : feuilles de renseignements, demandes de concessions de parcelles de terres, correspondance (1940-1942). Apiculture, litige entre deux particuliers : correspondance (1964). Production et statistique agricole générale : correspondance générale (1819-1902).

1805-1964

E DEP 166/3 F 02

Calamités agricoles, calamités publiques, pertes agricoles et secours (incendie, gelée, orage, grêle, inondation) : états récapitulatifs des sinistres survenus, rapports d'estimation de pertes, demandes d'allocations, états des secours, fiches de déclarations individuelles, délibération municipale, arrêtés, correspondance (1790-1932).

1790-1932

E DEP 166/3 F 03

Culture de la lavande, coopérative de lavande de Valensole : pièces justificatives de dépenses, correspondance (1928-1947).

1928-1947

4 F. Subsistances

E DEP 166/4 F 01

Ravitaillement civil : cahiers des mercuriales ¹⁶ (1792, an VIII-1810, 1811-1821) ; cahiers de comptes des grains (1793) ; registre des acquis à caution pour le blé (1793-1794) ; cahier de l'état des ventes du grenier de blé établi à Riez (1793)

1792-1821

E DEP 166/4 F 02

Ravitaillement civil : registre des mercuriales générales de la commune (1832-1892).

1832-1892

E DEP 166/4 F 03

Ravitaillement civil, mercuriales, commerce alimentaire, foires et marchés, prix des denrées alimentaires, boulangeries et boucheries : arrêtés, correspondance (1793-1893).

¹⁶ Les mercuriales sont les cours des denrées alimentaires qui font l'objet d'une négociation quotidienne sur les marchés d'intérêts nationaux (fruits et légumes). Elles servent de base à la révision des prix dans les marchés de denrées alimentaires.

6 F. Mesures d'exception

E DEP 166/6 F 01

Rationnement et ravitaillement civil, fixation du prix des denrées, système des cartes d'alimentation et bons d'achat, carburants, abattage, monnaie-matière : feuilles de paie hebdomadaires du service de ravitaillement général (13 décembre 1943-13 février 1944) ; registres-journaux des entrées et sorties (1944) ; titres d'alimentation, coupons de ravitaillement, tickets de denrées, déclarations de battage, cahiers, instructions officielles, arrêtés municipaux et préfectoraux, circulaires, correspondance (1914-1946).

1914-1946

7 F. Travail

E DEP 166/7 F 01

Législation du travail, travail dans l'industrie, Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, allocations aux vieux travailleurs salariés, allocations familiales, assurances vieillesse, accidents de travail, sécurité sociale : livret d'ouvrier (1865-1867) ; listes nominatives, déclarations, bordereaux d'envoi, circulaires, arrêtés, correspondance (1852-1853, 1880, 1897-1951).

1852-1951

G. Contributions, administrations financières

1 G. Impôts directs

E DEP 166/1 G 01-04

Cadastre révolutionnaire.

1791

1 G 01 Cahiers-brouillons du cadastre (1791).

1 G 02 Cahiers-brouillons du cadastre (1791).

1 G 03 Cahiers-brouillons du cadastre (1791).

1 G 04 États des sections (1791).

E DEP 166/1 G 05-06

Cadastre moderne.

1819-1852

1 G 05 Registre des mutations de propriétés (1819-1826).

1 G 06 États de sections, listes de cotes cadastrales de parcelles (1820) ; tableau des parcelles déclarées en détériorations (1841) ; correspondance (1824-1852).

E DEP 166/1 G 07-09

Contribution mobilière.

1791-1833

1 G 07 Matrices de rôles (1791-1792, 1813, 1819).

- 1 G 08** Fiches de déclarations individuelles (1791-1792).
- 1 G 09** Valeurs locatives d'habitation, devant servir de base à la répartition individuelle de la contribution mobilière : arrêté préfectoral (1820) ; état (1821) ; matrices (1833) ; registre d'état de situation (s.d, première moitié du XIX^e siècle).

E DEP 166/1 G 10-12 Fiscalité communale générale.

1790-1951

- 1 G 10** Contributions foncières et des portes et fenêtres : matrices de rôles, mandements de contributions (1790-an VII, 1816-1821) ; procès-verbal d'expertise réelle et matérielle (1825) ; délibération municipale (1826).
- 1 G 11** Matrices générales des contributions directes : années 1818-1824, 1826-1831, 1833-1835, 1839-1858.
- 1 G 12** Répartiteurs : avis de nominations (1815-1817, 1819).
Taxe municipale sur les chiens : rôle d'imposition (année 1866) ; registre de déclarations de propriétaires de chiens (1856-1864) ; liste des propriétaires de chiens (1927).
Taxe des prestations sur les chemins vicinaux et ruraux : rôle d'imposition (année 1866). Patentes : rôle des habitants soumis à payer la patente (1820) ; cahier d'enregistrement des patentes (1838-1859) ; correspondance (1841-1879). Contributions : arrêtés préfectoraux (1816) ; listes nominatives des plus forts imposés (1826, s.d.) ; mandements généraux de contributions (1793-1843) ; état des maisons habitables dans les diverses rues (s.d., première moitié du XIX^e siècle) ; correspondance générale (1821-1951).

2 G. Impôts extraordinaires

E DEP 166/2 G 01

Période révolutionnaire et impériale. – Droits de patentes, contribution patriotique, emprunt forcé, contributions personnelles et foncières : registres, listes nominatives, quittances, déclarations individuelles, bordereaux de valeurs, correspondance (1789-1815).

1789-1815

3 G. Rapports de la commune avec les diverses administrations d'un point de vue financier

E DEP 166/3 G 01

Poids et mesures, pont-bascule : registre à souches de la bascule (1870-1876) ; procès-verbaux d'adjudication des droits, cahiers des charges, délibérations municipales, arrêtés, correspondance (1813-1906). Télégraphe, service des dépêches et diligences, des Postes et du courrier postal : avis de nominations de facteurs, correspondance (1826-1878, 1897, 1938) ; délibération municipale relative aux locaux des PTT de Riez (1947).

H. Affaires militaires

1 H. Recrutement

E DEP 166/1 H 01-03

Recensement militaire, mobilisation, recrutement dans l'armée, armée territoriale, service militaire, marine militaire, congés militaires, sursis d'appel et dispenses, morts et disparus, réfractaires, insoumis, déserteurs, justice militaire, permissions agricoles.

1793-1986

- 1 H 01** Tableaux de recensement communaux et listes d'émargement des jeunes hommes et conscrits, avis individuels d'inscription sur les tableaux de recensement (1807-1871).
- 1 H 02** Tableaux de recensement communaux et listes d'émargement des jeunes hommes (1945-1986).
- 1 H 03** Avis individuels d'inscription sur les tableaux de recensement, ordres de convocation, ordres de route, certificats de présence sous les drapeaux, arrêtés préfectoraux de levées de troupes, ordonnances royales, affiches, avis de décès, extraits mortuaires, attestations, correspondance (1793-1977).

E DEP 166/1 H 04

Soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques aux mutilés et réformés de guerre, soins gratuits aux victimes de guerre, allocations militaires, pensions militaires, soutiens de famille : rôles nominatifs pour l'inscription des militaires et de leurs familles ayant droit à des secours, demandes de secours, arrêtés préfectoraux, circulaires, correspondance (1793-1904, 1948-1966) ; instruction officielle relative aux emplois réservés aux invalides, aux veuves de guerre et aux militaires engagés et réengagés (1948). Secours aux Vainqueurs de la Bastille : correspondance (1832-1833). Aides aux familles des militaires morts à l'armée d'Orient¹⁷ : correspondance (1855). Aides et pensions aux anciens soldats de la République et de l'Empire : avis de demandes de secours, circulaires, correspondance (1852-1870).

1793-1966

2 H. Administration militaire

E DEP 166/2 H 01

Recensement et classement des chevaux, juments, mules, mulets et voitures : registres de déclarations, relevés, tableaux, listes,

¹⁷ La guerre de Crimée opposa de 1853 à 1856 l'Empire russe à une coalition internationale composée de l'Empire ottoman, de l'Empire français, du Royaume-Uni et du royaume de Sardaigne. Cette guerre se termina par le traité de Paris de 1856 qui officialisa la défaite de la Russie.

fiches de déclarations individuelles, correspondance (1871-1903) ; avis de mise à disposition du détachement de la place de forte d'une voiture à un collier pour le transport des bagages (1852).

1852-1903

E DEP 166/2 H 02

Administration militaire. – Intendance militaire des places fortes, ravitaillement militaire, subsistances et fournitures militaires, logement et cantonnement des troupes de passage, frais de casernement, mouvements de troupes et manœuvres militaires¹⁸ : règlement sur le service des subsistances des troupes en marche (1794) ; procès-verbaux de réception et de livraisons de denrées et fournitures (1814) ; état des objets à fourbir par la commune pour l'approvisionnement des places fortes du département (1815) ; décompte des sommes dues à la commune de Riez pour les fournitures faites aux troupes étrangères en 1815 (dressé en 1817) ; mandats de paiement, avis de passages de troupes dans la commune, registres de logements militaires, listes nominatives de personnes devant héberger des soldats, listes de locaux vacants, circulaires, correspondance (1795, 1814-1936). Mariage des militaires : demandes d'autorisation de contracter mariage, correspondance (1834-1870). Infirmerie militaire : avis de nomination du médecin de la garnison, correspondance (1859). État de siège : instructions réglant l'exercice des pouvoirs de police de l'autorité militaire sur le territoire national en état de siège (1913, 1924). Travaux militaires de l'institut géographique national : arrêté préfectoral (1949) ; instruction (1953).

1794-1953

3 H. Garde nationale et sapeurs-pompiers

E DEP 166/3 H 01

Garde nationale : registres communaux¹⁹ (1790-1799, 1812-1814, 1830-1831) ; listes nominatives de recensement, procès-verbaux d'élection des officiers et sous-officiers, états de l'armement, pièces justificatives de dépenses de fonctionnement, correspondance (1790-1871) ; ordonnance royale (1816) ; discours du général La Fayette aux Gardes nationales du royaume²⁰ (s.d., vers 1830) ; décret de mobilisation (1870).

1790-1871

E DEP 166/3 H 02

Sapeurs-pompiers, pompes à incendie, lutte contre l'incendie et assurances contre l'incendie : statuts de l'association d'assurance mutuelle contre l'incendie de Marseille (1826) ; arrêtés municipaux portant « obligation expresse de faire

¹⁸ À noter : certains documents relatifs au ravitaillement et au passage des troupes s'inscrivent dans le contexte de la répression de l'insurrection républicaine de 1851.

¹⁹ À noter : on trouve écrit à la main sur la couverture avant et arrière du registre de 1790-1799 les devises républicaines « La Liberté ou la Mort » et « Vivre libre ou mourir ».

²⁰ Après la Révolution de 1830, le général La Fayette redevient brièvement commandant de la Garde nationale entre août et décembre 1830.

ramoner les cheminées au moins une fois l'année » afin de « prendre les précautions qu'exige la prudence pour prévenir les incendies » (1866, 1875) ; rapports d'incendies, relevés mensuels d'intervention contre les incendies, états des vacations horaires dues aux sapeurs-pompiers, documentation professionnelle, correspondance (1825-1972). Commission auxiliaire de sécurité : procès-verbaux de réunions, procès-verbaux de visites d'établissements recevant du public, arrêtés préfectoraux, circulaires, délibérations municipales, correspondance (1956-1980).

1825-1980

4 H. Mesures d'exceptions et faits de guerre

E DEP 166/4 H 01

Première Guerre Mondiale. – Administration de la commune, récompenses militaires, prisonniers de guerre : circulaire officielle sur le « rôle des maires dans leurs rapports avec l'intendance militaire » (1916) ; avis nominatifs de citation à l'ordre du régiment et de récompenses militaires (1915-1917) ; correspondance (1916-1917).

1915-1917

E DEP 166/4 H 02

Seconde Guerre Mondiale. – Administration de la commune, préparation de la guerre, répression de l'espionnage, défense passive, guerre, occupation, libération, étrangers, prisonniers de guerre, réfugiés français, réfugiés espagnols, expulsés d'Alsace-Lorraine, réquisitions militaires, logement et cantonnement de troupes, résistance, crimes de guerre et indemnisation des crimes nazis, anciens combattants et victimes de guerre : cahier nominatif des expulsés d'Alsace-Lorraine (1940) ; cartes individuelles de réfugiés (1940) ; circulaire présentant le « rôle des maires en cas d'occupation de leur commune par des troupes allemandes (1943) ; registre nominatif des réfugiés (1944) ; fiches familiales de recensement de réfugiés, listes nominatives, instructions officielles, circulaires préfectorales, arrêtés préfectoraux, correspondance (1930-1974).

1930-1974

I. Police, hygiène publique, justice

1 I. Police locale

E DEP 166/1 I 01

Police locale. – Débits de boissons : arrêtés préfectoraux autorisant l'installation d'appareils producteurs d'acétylène pour l'éclairage (1899) ; avis d'autorisation d'ouverture du café de Quinson jusqu'à onze heure du soir à l'occasion de la fin de la guerre ²¹ (1918) ; état des sommes payées par les aubergistes et débitants de boissons de Riez (1812) ; déclarations d'intention et

²¹ Extrait : « accordons à la jeunesse de Quinson le droit de réjouissance qu'ils sollicitent et leur donnons la permission de danser dans la salle du Café de France jusqu'à onze heure du soir ».

arrêtés préfectoraux d'autorisation d'ouverture et de reprise de débits de boissons, délibérations municipales, correspondance (1815-1904, 1937-1983). Débits de tabacs, demandes d'un nouveau bureau : correspondance (1816, 1947). Répression de l'ivresse publique : affiche (vers 1962) ; correspondance (1880). Commémorations publiques, fêtes nationales et fêtes locales : délibérations municipales, arrêtés, correspondance (1814-1979).

1812-1983

E DEP 166/1 I 02

Police locale. – Jeux de hasard : correspondance (1821-1900). Bohémiens et autres nomades : arrêté municipal interdisant le stationnement des bohémiens et vagabonds dans l'enceinte de la ville de Riez et de son territoire (1875) ; arrêté de police (1908). Violence domestique : correspondance (1814). Crimes et délits (jeunes délinquants, vagabondage, enlèvement de mineure etc.) : cahier de règlement de police (1820) ; tableaux et états récapitulatifs des versements dans la caisse municipale du montant des amendes encaissées à titre de contraventions et délits (1840, 1844-1845, 1848, 1850-1851, 1855-1856, 1860, 1869, 1871) ; avis de recherches, signalements, avis de jugements, correspondance²² (1820-1870). Police de la chasse et battues : arrêtés de réglementations et clôture de la chasse, bilans financiers, demandes de permis de chasse, arrêtés préfectoraux, correspondance (1846-1974) ; arrêté municipal portant défense de vendre du gibier (1841) ; relevé nominatif des bénéficiaires de permis de chasse (année 1946-1947) ; registre des bénéficiaires des permis de chasse (1962). Police de la pêche : arrêtés de réglementation pour l'exercice de la pêche, correspondance (1927, 1959-1971). Foires et marchés : tableau des marchés établis dans la commune de Riez (1823) ; arrêtés préfectoraux, circulaires, correspondance (1812-1892). Pompes funèbres : certificats et actes de décès, demandes, permis, arrêtés et procès-verbaux d'exhumation et d'inhumation, arrêtés préfectoraux d'autorisation de transport de corps, correspondance (1854-1904). Port d'armes délivré par erreur : correspondance (1840). Découverte d'un cadavre sur les bords du Verdon : correspondance (1841). Saltimbanque : correspondance (1854). Mort du président Carnot, deuil national et commémoration : correspondance (1894-1895). Tombola : correspondance (1898). Rappel de l'illégalité de la mise à disposition d'une mairie pour servir à la tenue d'une réunion politique : circulaire préfectorale (1951).

1812-1971

2 I. Police générale

E DEP 166/2 I 01-09

Circulation des personnes : police des passeports et secours de route aux voyageurs indigents.

1792-1902

²² À noter : un enlèvement de mineure en 1823.

- 2 I 01** Passports individuels pour l'intérieur : 1806-1811.
- 2 I 02** Passports individuels pour l'intérieur : 1812-1815.
- 2 I 03** Passports individuels pour l'intérieur : 1816-1820.
- 2 I 04** Passports individuels pour l'intérieur : 1821-1825.
- 2 I 05** Passports individuels pour l'intérieur : 1826-1831.
- 2 I 06** Passports individuels pour l'intérieur : 1832-1842.
- 2 I 07** Passports individuels pour l'intérieur : 1842-1852.
- 2 I 08** Passports individuels pour l'intérieur : 1853-1872.
- 2 I 09** Registres d'enregistrement des passeports (1792-1794, 1810-1870) ; registre d'écrou²³ (1816-1820) ; passeport italien (1902) ; demande de rapatriement d'une famille française résidant à Buenos-Aires (1879) ; avis d'une demande de passeport d'un habitant de Riez pour se rendre à Mexico (1888) ; bons pour voyageurs indigents, correspondance (1816-1875).

E DEP 166/2 I 10

Police du roulage, police de la circulation routière, stationnement des charrettes, délits de voirie : arrêtés, circulaires officielles, correspondance (1821-1914, 1969). Traitement des réfugiés étrangers (polonais, espagnols) : correspondance²⁴ (1836-1846). Voyage officiel à Avignon : correspondance (1852). Expositions universelles : correspondance (1867, 1889).

1821-1969

E DEP 166/2 I 11

Colonisation et émigration dans les colonies. – Algérie : annonce de la prise d'Alger par l'armée d'Afrique (1830) ; demande de renseignements sur les familles de deux soldats français, originaires de Riez, tués à la bataille de Sidi-Brahim²⁵ (1846) ; plan des terrains mis en vente dans la province d'Oran (1866) ; registre des lots de ferme et terrains domaniaux des départements d'Alger et Constantine destinés à être mis en vente aux enchères publiques (janvier 1885) ; avis de recommandation comme agent de police à Alger d'un habitant de Riez (1847) ; avis d'une pétition d'un ancien commissaire de police d'Alger, originaire de Riez, demandant un passage gratuit en Californie pour lui et sa famille (1852) ; demandes et avis de passages gratuits vers l'Algérie, correspondance (1835-1889). Tunisie :

²³ Un même registre a servi à la fois de registre d'écrou et d'enregistrement des voyageurs indigents.

²⁴ À noter : mention d'un déserteur sarde.

²⁵ La bataille de Sidi-Brahim s'est déroulée en Algérie du 23 au 26 septembre 1845. Elle opposa un peu plus de 400 soldats français à une armée algérienne de plusieurs milliers de combattants commandée par l'émir Abd El Kader. Au cours du combat, les chasseurs du 8^e bataillon de chasseurs d'Orléans parvinrent à se retrancher dans une position défensive et subirent pendant trois jours les assauts des troupes d'Abd El Kader. Ils refusèrent de se rendre et choisirent de se battre jusqu'à la mort. À la fin de la bataille, seule une dizaine de soldats français parvinrent à rentrer vivants. Les Français faits prisonniers furent quant à eux exécutés l'année suivante, en 1846, sur l'ordre d'Abd El Kader. Cette défaite française fut considérée par la suite comme un haut-fait de bravoure militaire. Elle reste tout aussi imprimée dans la mémoire des chasseurs à pied que la bataille de Camerone dans celle de la Légion étrangère : chez les chasseurs l'expression « Faire Sidi-Brahim » est devenu un symbole. C'est le site de cette bataille qui fut choisie pour la reddition formelle d'Abd El Kader en 1847.

correspondance (1889). Nouvelle-Calédonie : demande de passage d'émigrant pour la Nouvelle Calédonie par deux cultivateurs de Riez (1891).

1830-1891

E DEP 166/2 I 12

Étrangers. – Contrôle, surveillance et recensement, travailleurs étrangers, demandes de cartes d'identité, naturalisation : registre d'immatriculation des étrangers (1893-1902) ; registre d'ordre des certificats de nationalité française (1948-1959) ; demandes de naturalisation, certificats d'embauchages, correspondance (1823-1947).

1823-1959

E DEP 166/2 I 13

Police générale : registre « pour les matières de police » (1790-1793) ; registres des certificats de résidence (1793-1794, 1794-1796).

1790-1796

E DEP 166/2 I 14

Police générale : registre de statistique judiciaire et registre d'ordre du commissaire de police de Riez (1853-1876).

1853-1876

E DEP 166/2 I 15

Police générale. – Surveillance des réunions, cercles, sociétés, chambrées et associations : arrêtés préfectoraux d'autorisation de formation de sociétés locales (1863, 1872) ; cahier de règlement de la société Saint-Maxime (1863) ; arrêtés préfectoraux, correspondance (1836-1877). Loterie : correspondance (1845, 1853, 1857). Commissariat de police du canton de Riez : avis de fermeture définitive (1858) ; décret impérial de rétablissement²⁶ (1861). Complot de Lyon de 1851²⁷ : correspondance (1851). Police politique, condamnés politique, surveillance légale²⁸, coup d'État de 1851,

²⁶ Extrait : « Le commissariat de police institué à Riez par notre décret du 17 janvier 1853, supprimé par notre décret du 23 mars 1858, est rétabli ».

²⁷ Le complot de Lyon, également appelé complot du Sud-Est, est un complot politique ayant fait l'objet d'un procès à Lyon, en 1851, dans les dernières semaines de la Deuxième République. Ce complot se basait sur une fédération tentée par la Gauche républicaine dans quatorze départements du sud-est. Cependant, les conjurés ayant été arrêtés de manière préventive, la réalité de l'ampleur de la menace de ce complot fait encore débat parmi les historiens. Certains d'entre eux avancent que le gouvernement républicain a peut-être surestimé les intentions des conjurés (voire aurait carrément inventé le complot).

Louis Langomazino, cité dans le courrier de cette liasse, est sans succès candidat aux élections de 1848 et devient journaliste à Digne-les-Bains. Il est déporté avec sa famille aux îles Marquises. Sa condamnation finit par être commuée en bannissement en 1853, date à laquelle il est autorisé à résider provisoirement à Tahiti. Il y passe finalement le reste de sa vie et y meurt en 1885.

²⁸ En France, la surveillance de haute police était une peine complémentaire imposée à certains criminels entre 1801 et 1885, date de sa suppression. Elle constituait une police du soupçon qui, en accumulant le plus grand nombre de renseignements possibles sur des individus suspects ou sur des catégories de population considérée comme dangereuse, menait une action non pas répressive mais préventive, en amont de tout passage à l'acte. Faire l'objet d'une telle surveillance légale revenait à se trouver du mauvais côté de la distinction policière entre « bon citoyen » et « suspect ».

La surveillance de haute police ciblait non seulement les opposants politiques mais aussi les délinquants a priori plus ordinaires. En effet, sous certains régimes du XIX^e siècle la haute police pouvait aussi servir de police de contrôle social visant la soustraction du corps social d'individus issus de classes pensées comme dangereuses (mendiants, gens dits « sans aveu », voleurs, vagabonds etc.) car considérées, une fois politisées dans le débat

insurrection républicaine, répression, désarmement général du département, pensions accordées aux victimes du Coup d'État : avis de grâces et de commutations de peines, avis d'indemnités viagères aux victimes du coup d'État, correspondance (1820-1917). Presse et colportage : correspondance (1822-1897). Espionnage, demande de renseignements : correspondance (1890). Dépôts de schiste et de pétrole : correspondance (1869). Dépôt d'huile de pétrole : correspondance (1870). Débits de poudres : correspondance (1832, 1853); arrêté préfectoral d'autorisation de débiter des poudres à feu (1942). Rampes de lancements de fusées en Haute-Provence : correspondance (1966). Recherches dans l'intérêt des familles : correspondance (1899, 1968).

1822-1968

3 I. Justice

E DEP 166/3 I 01

Justice et tribunal, délinquants mineurs : jugements et avis de jugements, procès-verbaux de gendarmerie, avis de classement de plaintes, procès-verbaux d'émancipation de mineurs, demandes de réhabilitation judiciaire, demandes de renseignements, correspondance (1820-1950). Jury d'assises et d'expropriation : listes nominatives (an XIV, 1848, 1851-1852); correspondance (1817-1883).

An XIV-1950

5 I. Hygiène publique et salubrité

E DEP 166/5 I 01

Médecine, hygiène publique et santé. – Police sanitaire et lutte contre les épidémies : ordonnance royale, texte de loi (1822). Épidémie de variole : état nominatif des personnes ou familles indigentes de Riez atteintes de la variole auxquelles des secours à domicile ont été distribués (1829); correspondance (1828-1829). Épidémies de choléra : instructions et conseils de police sanitaire, arrêtés préfectoraux, délibérations municipales, correspondance (1831-1835, 1854-1855). Goitre et crétinisme : circulaire préfectorale (1852). Épizooties et maladies animales (rouget du porc, fièvre aphteuse, abeilles) : arrêtés préfectoraux de déclarations d'infection, demandes de secours pour pertes, correspondance (1820-1862, 1940-1941, 1943). Maladie de la rage et divagation des chiens : arrêtés municipaux et préfectoraux, correspondance (1849-1974). Maladie de la vigne dite Phylloxera Vastatrix : correspondance (1872). Personnel médical de Riez (médecins, chirurgiens, vétérinaires, sages-femmes, cours d'accouchement) : arrêtés préfectoraux, correspondance (1820-1913). Secours aux noyés et asphyxiés :

public, comme un danger en matière de sûreté de l'État ; selon l'idée que tout trouble, même mineur, porte atteinte à l'apaisement et à la stabilité intérieure. Ce brouillage entre criminels et opposants politiques permettait enfin d'étendre le champ de la surveillance policière à la société entière, ainsi que de dépolitiser certains individus susceptibles de contester le régime en place : une fois criminalisés ces opposants s'apparentaient à des délinquants ordinaires et pouvaient être traités comme tels en cas d'arrestation.

correspondance (1838). Falsification de médicaments, moyens de répression : courrier du préfet au maire ²⁹ (1850). Remède secret, poudre d'Irroë : demande d'autorisation de vente et de distribution, correspondance (1853). Médecine : traités et mémoires médicaux (1829, 1830). Hygiène et salubrité publique, police du fumier : arrêté municipal, correspondance (1862) ; délibération municipale ³⁰ (1894). Hygiène et salubrité publique : arrêtés municipaux sur le battage de la laine et le lavage à la fontaine (1838, 1850) ; correspondance (1842, 1853, 1941). Égouts, cloaques et fosses septiques : délibérations municipales, correspondance (1830-1939). Dépôts d'ordures ménagères : délibérations municipale, correspondance (1938-1939). Benne à ordures ménagères : plans, marché public, devis, documentation, correspondance (1966-1975).

1820-1975

E DEP 166/5 I 02

Vaccinations : listes nominatives et états récapitulatifs des vaccinations pratiquées (1811, s.d. années 1840, 1856, 1859, 1862, 1969-1971 ³¹) ; cahier de vaccinations (1952-1962) ; certificats individuels de vaccination, arrêtés préfectoraux, correspondance (1843-1970)

1811-1970

E DEP 166/5 I 03

Bâtiments et immeubles ruinés ou menaçant ruine, réparations et démolitions : délibérations municipales, arrêtés, correspondance (1817-1970). Immeubles, bâtiments et établissements insalubres, incommodes ou classés dangereux (brasserie, bergeries en ville, moulin à huile, dépôt de gaz combustible liquéfié, dépôt de liquides inflammables, garages automobiles, entrepôt de matériel de travaux publics, dépôt d'essence, station-service et distributeurs d'essence, atelier de menuiserie, distillerie) : plans, récépissés de travaux, déclarations, arrêtés préfectoraux, correspondance (1858-1894, 1937-1973).

1817-1973

²⁹ Extrait : « Il a été plusieurs fois reconnu que l'onguent *Populeum* destiné à la médecine vétérinaire était un simple mélange de graisse et de sulfate de cuivre pulvérisé et non une préparation conforme aux prescriptions du Code pharmaceutique. Il est aisé de comprendre combien ces substitutions frauduleuses compromettent le succès du traitement employé sur les animaux et par conséquent la fortune des cultivateurs ».

³⁰ Extrait : « La malpropreté des rues de la ville et plus spécialement de celles qu'un usage immémorial a autorisé les propriétaires des maisons voisines à y déposer de la paille, de la litière ou autres détritiques pour y faire des engrais. Ces divers dépôts causent des désagréments considérables aux passants, désagréments qui se sont accrues encore depuis la création des fontaines dans tous les quartiers de la ville ; l'écoulement des versures qui s'infiltrèrent ainsi à travers les fumiers rend ces rues tout à fait impraticables. Ces diverses matières répandues le long des rues semblent favoriser les propriétaires des maisons à jeter des fenêtres non seulement les eaux ménagères mais encore toutes sortes d'immondices et il n'est pas rare de recevoir des plaintes que tel passant a été inondé par le jet de matières sales jetées de quelques fenêtres. »

³¹ Les listes de vaccinations des années 1960-1970 concernent surtout la polio.

K. Élections et personnel

1 K. Élections

- E DEP 166/1 K 01** Registres des délibérations des assemblées générales des citoyens actifs (1791-1799).
1791-1799
- E DEP 166/1 K 02** Établissement et révision des listes générales des électeurs de la commune (inscriptions, modifications, révisions, radiations), organisation générale des élections : listes générales des électeurs, listes d'émargement des votants, tableaux de rectifications, circulaires, cartes d'électeurs, certificats individuels, délibérations municipales, correspondance (1815-1947) ; cahiers des listes électorales et du jury d'assises (1839, 1844-1847) ; jugements en matière électorale (1882-1888).
1815-1947
- E DEP 166/1 K 03** Élections municipales et renouvellement des conseils municipaux : procès-verbaux des opérations électorales, listes des conseillers municipaux, arrêtés et avis de nomination de maires, d'adjoints et de conseillers municipaux, circulaires préfectorales, correspondance (1790, 1807-1901, 1925). Plébiscite impérial de restauration de l'Empire et appel au peuple : circulaires officielles, correspondance (1851-1852). Sectionnement électoral communal : correspondance (1831, 1852). Élections au Sénat : circulaire préfectorale (1895). Élections à la chambre départementale d'agriculture : liste électorale (1925). Élections à la chambre de Commerce : procès-verbaux des opérations électorales (1902, 1925) ; correspondance (1902). Élections au comité d'action agricole : procès-verbal des opérations électorales (1916). Élections au tribunal paritaire de baux ruraux : procès-verbal des opérations électorales (1946) ; correspondance (1946-1947). Chambre des métiers : avis de création d'une Chambre des Métiers dans les Basses-Alpes (1941). Élections au conseil général et au conseil d'arrondissement, élections cantonales : procès-verbaux des opérations électorales, circulaires, arrêtés préfectoraux, correspondance (1833-1925). Élections législatives : procès-verbaux des opérations électorales, circulaires, correspondance, fiches vierges de dépouillement de scrutin (1827-1863, 1945).
1790-1947

2 K. Personnel municipal

- E DEP 166/2 K 01** Travail, nomination, traitement, salaire, révocation et remplacement de personnels communaux (gardes-champêtres, cantonniers communaux, secrétaires de mairie, fossoyeurs, agents et commissaires de police, gardiens de prison, concierge de la mairie, receveur municipal, distributeurs de télégrammes),

prestation de serment : pétitions, délibérations municipales, arrêtés, correspondance (1817-1948).

1817-1948

3 K. Protocole et distinctions honorifiques

E DEP 166/3 K 01

Distinctions honorifiques, récompenses militaires, récompenses individuelles et bonnes actions. – Chevaliers de Saint-Louis et ordre de Saint-Louis, Légion d'honneur, médailles de Sainte-Hélène, médailles d'honneur : correspondance (1821-1864). Prix de vertu fondé par M. de Montyon : carnet du « discours de M. de Salvandy, directeur de l'Académie française, sur les prix et médailles décernés dans cette séance pour des actions vertueuses » (1838) ; carnet du « discours de M. Viennet directeur de l'Académie française [...] sur les prix de vertu » (1846).

1821-1864

L. Finances de la commune

1 L. Comptabilité

E DEP 166/1 L 01

Registres communaux des mandats, cahiers annuels des comptes (1790-an VIII).

1790-an VIII

E DEP 166/1 L 02

Registres des mandats (années 1849, 1851-1857, 1859, 1861-1863) ; registre de comptes (1861-1874) ; carnet d'enregistrement des mandats et des budgets annuels (1926-1954).

1849-1954

E DEP 166/1 L 03

Registres chronos des factures de la mairie (1898-1903).

1898-1903

E DEP 166/1 L 04-08

Comptabilité financière communale, emprunts communaux : budgets communaux annuels primitifs et supplémentaires, comptes administratifs annuels, minutes des comptes de gestion, arrêtés du conseil de préfecture sur les comptes de gestion, arrêtés du trésorier-payeur général sur les comptes de gestion, livres détaillés des recettes et dépenses communales, recueils récapitulatifs du ministère de l'Intérieur sur la situation financière des communes du département, mandats de paiements, factures, pièces justificatives de comptes, délibérations municipales, correspondance.

An VIII-1978

1 L 04 An VIII-1817.

1 L 05 1818-1827.

1 L 06 1827-1840.

- 1 L 07** 1841-1870.
1 L 08 1871-1978.

2 L. Revenus et charges de la commune

- E DEP 166/2 L 01** Octroi³². – Organisation, fonctionnement, tarifs, perception : cahier des recettes, frais de perception et produit net de l’octroi (1810) ; cahier du préposé de l’octroi (1810-1811) ; registre pour le dépouillement et la classification des articles inscrits au registre (1875) ; registres de déclarations et de perception (1848, 1863-1865, 1874-1877) ; cahiers des charges et procès-verbaux d’adjudication de l’octroi municipal de Riez (1809-1906) ; cahiers annuels de statistique des octrois (1858, 1862) ; règlements de l’octroi de Riez (vers 1842, 1856, 1858) ; cahier du règlement du tarif de l’octroi de la ville de Manosque (1859).
1809-1906
- E DEP 166/2 L 02** Octroi. – Organisation, fonctionnement, tarifs, perception : tableaux de la quantité et de la valeur des produits (1814) ; ordonnances royales, délibérations municipales, arrêtés préfectoraux, correspondance (1816-1899). Préposés à l’octroi, nomination : avis de nomination, correspondance (1816-1850) ; certificat de serment (1915) ; arrêté préfectoral de nomination (1921).
1814-1921
- E DEP 166/2 L 03** Dons et legs faits à la commune, au bureau de bienfaisance, à l’hospice, aux pauvres, au curé : registre communal « destiné à présenter, à la fin de chaque année, la situation du legs Maillet » (1858-1958) ; délibérations municipales, arrêtés préfectoraux, correspondance (1819-1916).
1819-1958

M. Édifices communaux, monuments et établissements publics

1 M. Édifices publics

- E DEP 166/1 M 01** Horloge publique et tour de l’horloge : devis de travaux, délibérations municipales, correspondance (1809-1833). Remparts et murs d’enceinte de la ville : correspondance (1816-1895). Prison, dépôt de sureté, maison d’arrêt ; gestion du bâtiment, organisation et fonctionnement, transferts de prisonniers : avis de l’évasion d’un déserteur (1816) ; ordre nominatif de conduite d’un prisonnier de la prison de Marseille

³² L’octroi est une contribution indirecte perçue par les municipalités à l’importation de marchandises sur leur territoire. C’est un prélèvement sur la valeur des marchandises. L’octroi eut longtemps une double finalité : il permettait d’une part le contrôle de l’import/export ou du simple transit des marchandises et contribuait à limiter la contrebande. Ce terme désigne également l’administration chargée de prélever cette taxation. L’octroi fut supprimé dans les années 1940.

à Riez (1820) ; devis de travaux (1810, 1813) ; correspondance (1813-1871). Gendarmerie, casernement : bail à loyer pour casernement (1869) ; procès-verbal d'installation de la brigade à cheval de gendarmerie de Riez, état des lieux (1900) ; correspondance (1829-1900). Prétoire de la justice de paix, ameublement et réparations : correspondance (1825-1827, 1876). Lieu d'aisance avec urinoirs publics : délibération municipale (1895). Bâtiments publics : état détaillé des immeubles affectés à des services publics (1850). Hôtel de ville : plans, détails de dépenses pour travaux, devis, arrêtés, délibérations municipales, correspondance (1793-1794, 1807-1866). Grand programme de travaux communaux ; construction d'un mur de clôture au cimetière, réfection de la chaussée de l'horloge, réfection du carrelage d'une salle de la mairie et blanchiment des murs du plafond : dessins des ouvrages, devis, détails des travaux, renseignements sur la composition des prix, correspondance (1946). Abattoir communal : plans, dessins, schémas, devis, mémoires de travaux, cahiers des charges, délibérations municipales, arrêtés préfectoraux, arrêtés municipaux, correspondance (1849-1886, 1940-1943).

1793-1946

E DEP 166/1 M 02

Lavoirs communaux : plans, devis, cahiers des charges, procès-verbaux d'adjudication de travaux, correspondance (1826-1893). Monuments historiques de Riez (rotonde, panthéon, chapelle Saint-Maxime) : plan (1821) ; devis de travaux, arrêtés préfectoraux, correspondance (1817-1876).

1817-1893

2 M. Édifices du culte et cimetières

E DEP 166/2 M 01

Église paroissiale, cloche de l'église, chapelle Saint-Charles, presbytère : devis, détails de travaux, pièces justificatives de dépenses et d'emprunts, procès-verbaux, arrêtés, délibérations municipales, correspondance (1794-1892).

1794-1892

E DEP 166/2 M 02

Cimetière. – Projets de translation et d'agrandissement, réparation du mur : plans, dessins, devis, rapports, délibérations municipales, correspondance (1805-1845, 1883, 1926-1946, 1957-1959) ; documentation (1982). Construction d'une chapelle dans le nouveau cimetière : correspondance (1824-1825). Remise du corbillard, relèvement du loyer : délibération municipale (1947).

1805-1982

3 M. Édifices à usage de services d'assistance et de prévoyance

E DEP 166/3 M 01

Hospice de Riez, travaux de réparations : devis, délibérations municipales, correspondance (1824-1868, 1908-1913). Hôpital-hospice de Riez, projet d'aménagement d'une maternité : plans, dessins, note explicative, devis descriptif et estimatif, cahier des

charges générales, avant-métré, bordereau des prix (1943) ;
délibération de la commission administrative de l'hôpital-
hospice (1948).

1824-1948

4 M. Édifices des services d'enseignement, sciences et art

E DEP 166/4 M 01 Maison d'école, école des frères de la doctrine chrétienne, école de filles, collège, groupes scolaires, terrain de sport : plans, dessins, devis, cahiers des charges, détails de travaux, bordereaux de prix, métrés des travaux, avis et procès-verbaux d'adjudication des travaux, procès-verbaux de réception des travaux, délibérations municipales, arrêtés préfectoraux, correspondance (1820-1945).

1820-1945

N. Biens communaux, terres, bois, eaux

1 N. Biens communaux

E DEP 166/1 N 01 Biens communaux : registres des enchères et des adjudications (1792-1812).

1792-1812

E DEP 166/1 N 02-03 Biens, terrains et droits communaux. – Délimitation et bornage, usurpation de biens communaux, champ de foire, cloaques, glandée, droit de balayage, droits de location des places aux foires et marchés, droit d'étalage sur les places publiques, enlèvement des ordures ménagères, fours communaux, moulins, herbages communaux : extraits du plan cadastral, cahiers des charges, procès-verbaux d'adjudication, arrêtés, délibérations municipales, correspondance.

1791-1951

1 N 02 1791-1850.

1 N 03 1851-1951.

2 N. Bois

E DEP 166/2 N 01-04 Forêts communales. – Coupes de bois : cahiers des charges annuels des ventes des coupes de bois, procès-verbaux d'adjudication et tableaux de tarifs pour les ventes de coupes de bois, procès-verbaux d'arpentage, délibérations municipales, arrêtés, certificats d'apposition d'affiches, correspondance, imprimés vierges.

1828-1908

2 N 01 1828-1859.

2 N 02 1860-1869.

2 N 03 1870-1879.

2 N 04 1880-1908.

E DEP 166/2 N 05 Élevage, pâturage, pacage, dépaissance, chèvres, bestiaux : délibération municipale, arrêtés préfectoraux, correspondance (1818-1856, 1947-1950).
1818-1950

4 N. Propriétés et droits divers

E DEP 166/4 N 01 Cimetière communal. – Concessions de terrains, demandes et tarifs : métré nominatif de terrains occupés pour plusieurs tombeaux (1850) ; arrêtés préfectoraux, délibérations municipales, correspondance (1821-1933, 1945). Demande du comte de Sabran pour une concession individuelle dans la chapelle Saint-Maxime : correspondance (1823). Érection d'un monument funéraire à M. Adolphe Rouvier, bienfaiteur de la commune : délibération municipale, correspondance (1895).
1821-1945

5 N. Biens nationaux

E DEP 166/5 N 01 Biens nationaux, biens nobles et ecclésiastiques, encadrement des biens ci-devant privilégiés : extrait des registres du Greffe de la communauté de Riez (1789) ; rapport d'estime des biens nationaux (1790) ; cahiers d'allivrement (1790) ; état des domaines nationaux soumissionnés par la municipalité de Riez (1790) ; correspondance (1789-1821).
1789-1821

O. Travaux publics, voirie, moyens de transport, eaux

1 O. Travaux publics et voirie en général

E DEP 166/1 O 01 Travaux d'alignement urbains, ouverture et percement de nouvelles rues, élargissement et agrandissement des rues existantes, travaux de pavage des rues et des places, établissement de trottoirs : état des rues, places et voies publiques de la ville de Riez (1818) ; relevés et comptes de travaux, arrêtés préfectoraux, correspondance (1818-1911).
1818-1911

E DEP 166/1 O 02 Ponts et passerelles, constructions et réparations : états de dépenses, devis de travaux, délibérations municipales, correspondance (1820-1936). Rachat du péage du pont de Manosque : correspondance (1871).
1820-1936

E DEP 166/1 O 03 Champ de foire ou pré de foire, travaux : devis, cahiers des charges, procès-verbaux d'adjudication des travaux, correspondance (1839-1897).

1839-1897

E DEP 166/1 O 04

Voirie : état général de tous les chemins ruraux de la commune (1840) ; procès-verbal de classement de chemins (1860) ; tableau général supplémentaire des chemins vicinaux de la commune (1864) ; cahiers des budgets vicinaux annuels (années 1876-1878, 1882) ; récapitulatifs des situations, besoins et ressources des chemins vicinaux (années 1844-1848, 1850-1853, 1856-1858, 1860, 1862, 1864-1867, 1869, 1871-1874).

1840-1882

E DEP 166/1 O 05

Service vicinal, voirie, gestion des chemins, travaux vicinaux, travaux soumis à autorisation de voirie : plans, récapitulatifs de terrains à acquérir, cahiers des charges, devis, détails de travaux, procès-verbaux d'adjudication des travaux, états des journées de prestations pour la réparation des routes, listes de souscriptions, actes de ventes à l'amiable, délibérations municipales, circulaires, arrêtés, correspondance (1816-1912).

1816-1912

E DEP 166/1 O 06

Travaux vicinaux, travaux communaux, équipement des collectivités, aménagement du Verdon : rapports (1937, 1938) ; délibérations municipales, correspondance (1937-1950, 1971-1972).

1937-1972

2 O. Moyens de transport et travaux divers

E DEP 166/2 O 01-02

Aménagement du Verdon : électrification, barrages et chutes d'eau. – Dossiers de projets de travaux : plans, demandes de concessions, demandes de déclarations d'utilité publique, mémoire descriptifs de travaux, cahiers des charges, conventions de travaux, pièces justificatives de dépenses, articles de journaux, délibérations municipales, correspondance.

1951-1972

2 O 01 Chutes de Quinson et Vinon (1960-1972).

2 O 02 Chute de Sainte-Croix (1951-1971).

E DEP 166/2 O 03-04

Électrification communale publique, distribution d'énergie électrique aux particuliers. – Syndicat intercommunal d'électrification : plans, demandes de concessions, devis, mémoire descriptifs de travaux, cahiers des charges, conventions de travaux, états de tarifs, pièces justificatives de dépenses, délibérations municipales, délibérations du syndicat, correspondance

1925-1962

2 O 03 1925-1949.

2 O 04 1950-1962.

- E DEP 166/2 O 05** Réverbères et service public d'éclairage des rues avant électrification : correspondance (1858-1860). Débuts de l'éclairage électrique : correspondance (1895) ; délibération municipale (1905).
1858-1905
- E DEP 166/2 O 06** Services publics de transports automobiles, transports en commun : ordonnance royale (1827) ; arrêtés préfectoraux, circulaires officielles, délibérations municipales, correspondance (1827-1948). Chemins de fer : courrier relative à un projet de ligne entre Aix et Marseille (1862) ; notice de projet (1863) ; extrait des registres du greffe du tribunal civil de première instance de Digne relative aux expropriations pour cause d'utilité publique pour la ligne entre Digne et Draguignan (1891) ; arrêté préfectoral concernant le transport de la dynamite par chemins de fer (1882) ; affiches (1878, 1880). Service télégraphique : correspondance (1870-1877). Téléphone et cabine téléphonique : correspondance (1899, 1946-1948).
1827-1948

3 O. Navigation et régime des eaux

- E DEP 166/3 O 01** Service hydraulique. – Travaux d'adduction d'eau, alimentation de la commune en eau potable, gestion des sources d'eau, digues, canaux d'arrosage, syndicats : plans, devis, mémoires de travaux, bordereaux de prix, cahiers des charges, détails de travaux, rapports d'ingénieurs, règlements d'eau, statuts et acte d'association, ébauches de procès-verbaux individuels nominatifs de notification du projet de constitution d'une association syndicale, procès-verbaux d'adjudication de travaux, délibérations municipales, arrêtés préfectoraux, documentation professionnelle, correspondance (1836-1968).
1836-1968
- E DEP 166/3 O 02** Fontaines. – Travaux : dessin, devis, procès-verbal d'adjudication de travaux, délibérations municipales, arrêtés préfectoraux, correspondance (1803-1891). Sources d'eau : avis et imprimé vierge de procès-verbal de découverte d'une source (1838-1839).
1803-1891

P. Cultes

1 P. Culte catholique

- E DEP 166/1 P 01** Culte, affaires religieuses, séparation de l'Église et de l'État, ministres du culte, objets du culte, service religieux : budgets et comptes annuels de la fabrique (années 1813, 1820, 1831, 1883, 1894-1904) ; avis d'une messe dans l'église de Riez « pour les victimes de juillet » (1837) ; bordereaux d'envoi de pensions viagères aux ministres du culte (1910-1918) ; délibérations du

conseil de fabrique, délibérations municipales, correspondance (1818-1910).

1813-1918

5 P. Période révolutionnaire

E DEP 166/5 P 01

Culte, affaires religieuses, ministres du culte, objets du culte, service religieux. – Période révolutionnaire et impériale : état sommaire des maisons religieuses établies à Riez (s.d.) ; inventaire des biens meubles et immeubles du couvent (1790) ; état des revenus du couvent des frères mineurs de la ville de Riez (1790) ; déclaration des biens mobiliers et immobiliers, revenus et charges du séminaire de Riez (1790) ; registre des déclarations des bénéfices de la ville de Riez (1790) ; registre du chapitre de la cathédrale sur les biens meubles et immeubles (1790) ; registre des délibérations des prieurs marguilliers de l'œuvre de *Corpus Domini* (1791-1792) ; état des ecclésiastiques domiciliés dans l'arrondissement du canton de Riez (1798) ; compte-rendu des recettes et dépenses (1804-1806) ; inventaire des églises (s.d.) ; pétition du conseil municipal (1815) ; délibérations, correspondance (1790-1807).

1790-1815

Q. Assistance et prévoyance

2 Q. Œuvres charitables

E DEP 166/2 Q 01

Œuvre des Dames de la Miséricorde : cahier des statuts (1856) ; règlement intérieur (1856) ; décret impérial reconnaissant l'œuvre des Dames de la miséricorde comme établissement d'utilité publique (1858) ; compte financier (1913) ; délibérations municipales, arrêtés préfectoraux, correspondance (1855-1916). Ateliers de charité et travaux vicinaux « à effet d'occuper la classe ouvrière » : états de journées de travail, délibérations municipales, correspondance (1817-1879). Secours pour usage des bains thermaux de Digne : correspondance (1836, 1852, 1870). Loteries de charité : correspondance (1854). Société des frères Garde-Malades : correspondance (1861). Sociétés de prévoyance et de secours mutuels : règlement de la société de prévoyance mutuelle des arts et métiers de Riez (1845) ; cahier des statuts de la société de secours mutuels de Digne (1906) ; cahier des statuts-modèles pour sociétés de secours mutuels approuvées communales ou intercommunales (1913) ; correspondance (1852-1909).

1817-1916

3 Q. Établissements hospitaliers, hospitalisation

E DEP 166/3 Q 01

Hôpital-hospice, bureau de bienfaisance. – Administration, gestion, comptabilité financière, statistiques, legs, aide aux indigents, hospitalisation : comptes de gestion annuels et arrêtés

du conseil de préfecture sur les comptes de gestion (1840-1913) ; cahier des « prétendants à la bienfaisance nationale », cahier de décomptes de sommes dues (vers 1793) ; registre des pauvres secourus à domicile (1861) ; liste nominative d'indigents secourus (vers 1870) ; délibérations municipales, arrêtés d'admission au bénéfice de l'assistance, délibérations de la commission administrative de l'hospice, arrêtés préfectoraux, correspondance (1816-1950, 1969).

1793-1969

E DEP 166/3 Q 02

Aliénés et insensés ; sourds-muets. – Internement à l'asile, frais de pension, libération : arrêtés préfectoraux, correspondance (1825-1941). Sourds-muets : prospectus du ministère de l'Intérieur sur l'institution impériale des sourds-muets de Chambéry (s.d., époque du second Empire entre 1852 et 1870) ; bulletin trimestriel d'une élève de l'institution des sourds-muets de Marseille, originaire de Riez (1^{er} trimestre de 1845).

1825-1941

5 Q. Application des lois d'assistance et de prévoyance

E DEP 166/5 Q 01

Enfance. – Protection du premier âge, enfants naturels, enfants trouvés, enfants abandonnés, nourrices, femmes en couches, filles-mères : registres des enfants trouvés des hôpitaux d'Aix et Marseille (s.d., vers 1815-1844) ; carnets de nourrices (1829-1895) ; livre à souches des certificats délivrés par le maire aux nourrices, sevrées ou gardeuses (1908-1922) ; tableau du mouvement des enfants inscrits (année 1895) ; registre des maires des déclarations des nourrices, sevrées ou gardeuses (1893-1937) ; demandes d'assistance, avis de placements, fiches de déclarations, certificats, actes de naissances, certificats de vie, circulaires, correspondance (1819-1910, 1947).

1815-1947

E DEP 166/5 Q 02

Assistance médicale gratuite : carnets de bons de médicaments et de billets de visite, imprimés vierges, correspondance (1853-1911). Retraites ouvrières et paysannes : certificats individuels d'admissions (1911-1914) ; correspondance (1910-1912). Assistance aux vieillards, infirmes et incurables : imprimés vierges (s.d., début XX^e siècle) ; correspondance (1925-1926, 1941). Assistance à la famille : demande d'admission au secours (1941).

1853-1941

R. Instruction publique, sciences, lettres et arts

1 R. Instruction publique

E DEP 166/1 R 01-03

Enseignement public et religieux.

1794-1923

- 1 R 01** Instituteurs, institutrices, frères des écoles chrétiennes, professeurs de latinité. – Nominations, salaires et traitements, pensions, indemnités de logement, congés, départs : avis et arrêtés de nomination et de fixation du traitement, délibérations municipales, correspondance (1812-1920). Médaille en bronze décernée au directeur de l'école chrétienne : correspondance (1838).
- 1 R 02** Mobilier de classe, fournitures scolaires, matériel d'enseignement : listes et inventaires, avis de concessions d'objets, illustrations de différents modèles de bureaux scolaires, correspondance (1851-1919). Bibliothèque scolaire et concessions de livres : listes et inventaires, avis d'envois et de concessions de livres, correspondance (1832-1914). Salles d'asile : instruction officielle (1839). Enseignement religieux : cahier d'histoire (s.d., après 1860). Pupilles de la Nation : arrêté préfectoral (1923). Population scolaire : listes nominatives d'élèves, extraits du cahier d'appel, relevés d'absences (1794, 1888-1912). Rétribution scolaire³³ : registre d'entrée et de sortie des élèves soumis à la rétribution due à l'État (1835) ; arrêté préfectoral, correspondance (1851-1874).
- 1 R 03** École primaire, pensionnat, collège, salles d'asile, école des frères de la doctrine chrétienne, institut des frères des écoles chrétiennes, cours de latinité, écoles libres, Caisse des écoles de Riez : délibérations municipales, arrêtés, correspondance (1811-1918).

2 R. Sciences, lettres et arts

E DEP 166/2 R 01

Antiquités, colonnes romaines, fouilles archéologiques et découvertes à Riez : correspondance (1816-1859, 1949-1950, 1956) ; arrêté ministériel inscrivant le site du monument des colonnes de Riez sur l'inventaire des sites « de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque » (1944). Société de prévoyance mutuelle des arts et métiers de Riez : avis d'autorisation de constitution (1845). École des arts et métiers d'Aix : correspondance (1851-1875). Artiste dramatique itinérant, autorisation d'exercer sa profession à Riez : correspondance (1855). Musique et sociétés musicales : règlements de la société philharmonique de Riez (1875, 1884) ; règlement de l'association « Réveil Musical Riézois » (1926) ; correspondance (1826-1901). Film-documentaire sur les Basses-Alpes : correspondance (1939).

1816-1956

³³ Le principe de la gratuité de l'instruction, mis en vigueur par les décrets de la Convention du 29 frimaire de l'an II et du 27 brumaire de l'an III, fut aboli par le décret du 3 brumaire de l'an IV. À partir de là, le paiement d'une rétribution scolaire, dont étaient seuls dispensés les élèves indigents, fit partie intégrante de la législation scolaire française jusqu'à la loi du 20 juin 1881 qui rétablit la gratuité.

3 R. Sport et tourisme

E DEP 166/3 R 01

Société scolaire de tir : circulaire officielle, correspondance (1909). Terrains pour campeurs : circulaire préfectorale (1938). Tourisme, logis de Haute-Provence : instruction officielle (1949). Association de déportés et résistants, recherche de villages abandonnés : circulaire préfectorale (1950). Sporting Club Riézois : délibération municipale, arrêté municipal (1949, 1973).

1909-1950